

Ministère de l'Élevage

Projet d'Appui à l'Élevage



**RAPP  RT ANNUEL
2006.**



Dakar, Janvier 2007

« Pour un Sénégal autosuffisant en produits d'origine animale et où l'Élevage joue un rôle déterminant dans le développement économique et ».

TABLE DES MATIERES

LISTE DES ACRONYMES	3
I. RESUME	4
II. PROGRAMMES	5
2.1. Activités planifiées et réalisées	5
2.2. Activités non planifiées et réalisées	14
III. GESTION DU PROJET	15
3.1. Tâches de gestion	15
3.2. Exécution budgétaire	16
3.2.1. Exécution du budget global (FAD et BCI)	16
a) Exécution globale par composante	16
b) Exécution globale par catégorie	17
3.2.2. Exécution du budget FAD	18
a) Exécution du budget FAD par composante	18
b) Exécution du budget FAD par catégorie	19
3.2.2. Exécution du BCI	20
a) Exécution du BCI par composante	20
b) Exécution du BCI par catégorie	21
IV. LECONS APPRISES	22
V. PREVISIONS POUR L'ANNEE 2007	22
5.1. Composante A : Développement des systèmes de production	22
5.2. Composante B : Aménagement et gestion de ressources naturelles	22
5.3. Composante C : Restructuration et renforcement des capacités de gestion des organisations de producteurs	23
5.4. Composante D : Développement du crédit	23
5.5. Composante E : Gestion du projet	23
VI. ANNEXES	24
6.1. Résumé Tableau de bord annuel 2006.	24
6.2. Récapitulatif exécution marchés 2006.	27
6.3. Détail exécution budgétaire	28

LISTE DES ACRONYMES

AAC :	Agent d'Appui Communautaire
ACA :	Association Conseil pour l'Action
ADAF :	Association pour le Développement et l'autopromotion de Foundiougne
AGROPROV :	Association des Groupements de Producteurs d'Ovins
ANRAC :	Agence Nationale de Reconstruction de la Casamance
ASEM :	Association des Eleveurs de Métis
ASUFOR :	Association des Usager du Forage
BA :	Bassin Arachidier
BAD :	Banque Africaine de développement
BCI :	Budget Consolidé d'investissement
CA :	Conseil d'administration
CAF :	Centre d'Alphabétisation Fonctionnelle
CAPEC :	Caisse Populaire d'Epargne et de Crédit de Dahra
CLFB :	Comité de Lutte contre les Feux de Brousse
CNAG :	Centre national d'amélioration génétique
CNCAS :	Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal
CPS :	Centre de Prestations de Services
CR :	Communauté Rurale
CSE :	Centre de Suivi Ecologique
CSA :	Commissariat à la Sécurité Alimentaire
DALN :	Direction de l'Alphabétisation et des Langues Nationales
DEFCCS :	Direction des Eaux Forêts Chasse et Conservation des Sols
DIP :	Diagnostic Institutionnel Participatif
DIRFEL :	Directoire des Femmes en Elevage
DRS :	Défense et Restauration des Sols/
EISMV :	Ecole-inter-Etats des Sciences et Médecines Vétérinaires
EMI :	Exploitation Mixte Intensifiée
FAD :	Fonds Africain de Développement
FEGERAS :	Fédération pour la Protection et Gestions de Ressources naturelle de Sibassor
FNGPF :	Fédération Nationale des Groupement de Promotion Féminine
FSE:	Finance and Services Export
GIE:	Groupement d'Intérêt Economique
GRN:	Gestion des Ressources Naturelles
IA :	Insémination Artificielle
IDSV :	Inspection Départementale des Services Vétérinaires
IMF :	Institution de Microfinance
IRSV:	Inspection Régionale des SeRvices Vétérinaires
ISRA:	Institut Sénégalais de Recherches Agricoles
MDE :	Maison des Eleveurs
NMA :	Nouvelle Minoterie Africaine
OPE :	Organisation des Professionnels de l'Elevage
PAPEL :	Projet d'Appui à l'Elevage
PAPIL	Projet d'Appui à la Petite Irrigation Locale
PMIA :	Projet de Modernisation et d'Intensification Agricole
PROGERT :	Projet de Restauration des Sols du Bassin Arachidier
PV :	Poste Vétérinaire
RDA :	Responsable Départemental de l'Alphabétisation
SAGNO :	Système de Sélection à Noyau Ouvert
SAPPAT	Solidarité pour l'Entraide et la Promotion de Tattaguine
UP :	Unité Pastorale
UGAO:	Union des Groupements de l'Arrondissement de Ouadiour
UGAS:	Union des Groupement de l'Arrondissement de Sibassor
USAID:	United States Agency for International Development
ZSP:	Zone sylvopastorale

RESUME

Au cours de l'année écoulée, les activités menées couvrent les 5 composantes du projet. Comme prévu, le Centre d'Amélioration Génétique (CNAG) mis en place, équipé et doté en personnel a démarré la production de semences. Erigé en Centre National par les autorités, le CNAG jouera un rôle central dans la mise en œuvre de la politique d'amélioration génétique au Sénégal et assurera la disponibilité continue de semences pour le renforcement du service de proximité en insémination. 2041 vaches ont été inséminées avec la contribution du COVENORD, le groupement des inséminateurs privés formés par le projet. Des géniteurs touabir ont été diffusés à travers le Système d'Amélioration Génétique à Noyau Ouvert. Le projet a appuyé l'organisation de 4 foires de mouton tabaski ou d'élevage. La collaboration avec le Conseil Régional de Fatick pour le développement de la filière caprine se poursuit.

Les conditions d'élevage permettant l'extériorisation du potentiel génétique ont été améliorées avec la consolidation ou l'installation de 2 349 Exploitations Mixtes Intensifiées (EMI) bovines abritant 1 497 laitières et 3 334 bovins à l'embouche et de 1 054 EMI avec 2 692 ovins à l'embouche et 2 709 reproducteurs ovins. 45 des 70 infrastructures modèles (étables, bergeries et poulaillers) ont été confectionnées. La stratégie concertée de lutte contre les feux de brousse en ZSP, l'intermédiation/facilitation pour l'acquisition d'intrants alimentaires, des tests de rationnement et les cultures fourragères ont davantage sécurisé l'élevage pastoral et permis une meilleure maîtrise de l'alimentation du cheptel productif. La vaccination de la volaille locale s'est poursuivie et a touché 319 233 sujets. Mais, elle s'est ralentie avec la psychose de la grippe aviaire et les difficultés d'approvisionnement en vaccins.

Les infrastructures d'élevage ont été renforcées avec le démarrage de la construction de parcs de vaccination et de magasins, l'achèvement des réhabilitations des foirails de Kaolack et Louga, la réhabilitation/construction de 10 services vétérinaires. La consultation pour l'acquisition de mini-laiteries démonstratives a été lancée. A Louga, des professionnels de *marbaths* privés ont été regroupés au foirail municipal. Ses organes communautaires de gestion ont été renouvelés. Les professionnels y évoluant bénéficient d'alphabétisation fonctionnelle et d'un meilleur accès au crédit.

Le programme hydraulique a connu des avancées significatives. Quatre anciens et 4 nouveaux forages ont été réhabilités et implantés et équipés. 28 600 mètres linéaires de canalisation ont été posés. A la suite d'analyses de l'eau des forages et mares de la zone du projet, le dispositif a été initié à la gestion de la qualité de l'eau. Pour un entretien et une maintenance de proximité des ouvrages 22 conducteurs de forage ont été recyclés et 13 plombiers résidents formés. Pour la gestion durable des ouvrages hydrauliques, conformément aux orientations de la politique nationale en matière d'hydraulique, 15 ASUFOR ont été mises en place. Le principe de la vente volumétrique de l'eau des forages est vulgarisé.

Concernant les autres composantes, la gestion durable des ressources naturelles se renforce avec la mise en œuvre des Plans de Gestion des Unités Pastorales, la diffusion des techniques de DRS, la promotion des fourneaux *bann ak suuf*, la stratégie concertée de lutte contre les feux de brousse et la concertation élargie sur une gestion systémique de la transhumance. Les capacités des professionnels de l'élevage ont été renforcées avec les renouvellements d'organes dirigeants, la formation de relais communautaires, la réactualisation des textes statutaires, l'émergence de 2 cadres zonaux de concertation des OPE, la poursuite de l'alphabétisation avec 1 194 apprenants ayant obtenu de taux d'acquisition de 72,5%, les formations en vie associative et gestion et la professionnalisation de fonctions opérationnelles d'organisations fâtières. Les 2 Centres de Prestation de Services, créés par les professionnels de l'élevage sous la forme de SARL dans laquelle ils sont actionnaires majoritaires, rendent disponibles, dans leur proximité, des services qualifiés en gestion et audit. Leurs prestations de services ont démarré au bénéfice des IMF et OPE. 708 054 017 FCFA de crédit ont été octroyés à travers la CNCAS et les mutuelles agréés par le PMIA. Le taux de remboursement moyen est de 83% pour le crédit CNCAS et 95% pour celui octroyé à travers les mutuelles. Cependant, malgré la mise en place du fonds de crédit, le crédit est encore surtout utilisé pour financer des activités court terme.

Le taux d'exécution budgétaire est de 88% contre 53% en 2005, soit une augmentation de 35 points. En valeur absolue, le montant mobilisé est de 2 163 598 000 FCFA sur un budget global de 2 523 500 000 FCFA.

Les principales recommandations de la revue à mi-parcours du projet, faite en 2006, et dont les résultats ont été validés par un atelier de restitution, portent sur i) la massification de l'insémination artificielle, ii) le suivi zoo-sanitaire et socio-économique des exploitations pour l'évaluation future de l'impact du projet ; iii) l'affectation de ressources additionnelles compensant la dépréciation de l'Unité de Compte ; l'envoi d'une requête de financement de la phase III du PAPEL pour consolider les acquis et étendre sa zone à la totalité des régions de Matam, Saint Louis, Louga, Diourbel et Thiès.

La longueur des procédures de marchés et les délais d'attente induits par la démarche participative suivie par le projet demeurent les principales difficultés. En 2007, l'accent sera encore mis sur le renforcement des capacités des professionnels et la consolidation de la sécurisation et de l'intensification des filières animales.

I. PROGRAMMES

2.1. Activités planifiées et réalisées

Activités	Déroulement	Difficultés	Résultats	Implications
COMPOSANTE A : DEVELOPPEMENT DES SYSTEMES DE PRODUCTION EN ELEVAGE				
Vaccination de 1000 000 de volailles contre la maladie de New Castle dans la zone du projet à la faveur du programme agricole.	<p>BA : La présente campagne avait surtout misé sur le renouvellement des stocks de vaccins Itanew par les privés mandataires.</p> <p>ZSP : Sur 257 900 doses de I₂ mises à la disposition des régions de Louga, Matam et Saint Louis (150 000 à Louga, 40 000 à Matam et 67 900 à St Louis), 214 900 doses ont été distribuées aux vétérinaires privés et aux ATE des zones inaccessibles aux privés.</p>	La campagne fut gênée par des ruptures dans l'approvisionnement en vaccins, la mobilisation insuffisante des vaccinateurs du fait de la faiblesse de la motivation et la psychose créée par la grippe aviaire.	<p>Au total 319 233 volailles ont été vaccinées : BA : 151 930 : Fatick : 93 962; Kaolack : 57 898; Diourbel : 70.</p> <p>ZSP : 167 903 : Louga : 111 888; St-Louis: 32 040; Matam : 23 975 Un guide du vaccinateur villageois a été élaboré et diffusé. Le PAPEL concentre son action sur la sensibilisation, la formation et la mise en place de petits matériels.</p>	<p>Renforcer la sensibilisation en 2006/07</p> <p>Tenir une rencontre bilan pour des réorientations avant la prochaine campagne davantage amplifier les actions.</p>
Mise en place du Centre National d'Amélioration Génétique	Avec le concours du fournisseur, les équipements ont été installés, testés. Le staff technique (Directeur et Adjoint) a suivi, au Maroc, un stage pratique sur la gestion d'un centre d'insémination artificielle et a été initié à l'utilisation des équipements. La production de semence a démarré par l'exploitation de 3 des 4 taureaux mis en place. Le protocole signé avec l'ISRA inclut le suivi des performances des sujets issus l'insémination artificielle à partir de la semence produite par le CNAG.	Les principales difficultés sont un défaut d'adaptation du vagin artificiel au pénis d'un des taureaux Holstein qui empêche son utilisation, l'approvisionnement en azote liquide et la détérioration du tank du fait de va et vient entre Dahra et Dakar pour les besoins de l'approvisionnement en semences.	<p>Le CNAG est opérationnel. Le personnel technique est en mesure de le faire fonctionner. 750 doses de semences ont été conditionnées en paillettes congelées et testées (aspect, motilité, concentration microbiologie) avec succès.</p> <p>A titre de test, 100 vaches réparties entre les villes de Louga, Dahra et Touba ont été inséminées. Le diagnostic de gestation au 1^{er} passage donne un taux de gestation de 50%. Les taureaux Guzérat n'ont pas encore été testés du fait du retard de la finition des boxes.</p>	<p>Maintenir et approfondir la collaboration avec le Maroc pour approfondir la formation.</p> <p>Accélérer la finition des box restants pour abriter les taureaux Guzerats.</p> <p>Budgétiser des ressources pérennes couvrant les charges opérationnelles du CNAG.</p>
Campagne d'insémination de 1900 vaches	Après le lancement des opérations à Mbacké sous la présidence du Ministre de l'Elevage, les 2 prestataires, AFRIVET & GIE COVENORD ont respectivement inséminé 1200 Vaches au BA et 700 vaches en ZSP. Le GIE COVENORD regroupe une partie des inséminateurs formés par le PAPEL.	Au niveau de certains centres d'insémination, la mobilisation et la coordination des opérations fut difficile du fait d'un partage insuffisant ou tardif des informations.	<p>La cérémonie de lancement a enregistré une bonne mobilisation des éleveurs et des professionnels et a renforcé l'émulation autour de l'insémination par l'octroi de récompenses.</p> <p>Au terme du 1^{er} passage, 2 041 vaches ont été inséminées au BA (Kaolack 603, Fatick 497, Diourbel 213) et en ZSP (Louga 344, Saint - Louis 282, Matam 102). Un taux de gestation de 45% a été enregistré au BA. En raison d'une programmation différente, le diagnostic de gestation n'était pas encore fait au moment de l'élaboration du rapport.</p>	<p>Maintenir la sensibilisation ;</p> <p>Impliquer tous les éléments du dispositif dans le suivi de la campagne.</p>

Activités	Déroulement	Difficultés	Résultats	Implication
COMPOSANTE A : DEVELOPEMENT DES SYSTEMES DE PRODUCTION EN ELEVAGE				
Mise en œuvre du Système d'Amélioration Génétique à Noyau Ouvert (SAGNO) par la diffusion de géniteurs touabir à travers les EMI ovines.	Une rencontre d'évaluation regroupant le Conseil d'Administration de l'AGROPROV, les éleveurs sélectionneurs, les agents engagés dans le suivi (Coordonnateurs, Superviseurs, AAC, les TS, le Directeur Technique de l'AGROPROV et le Responsable d'Antenne) du 1 ^{er} passage a été organisée. Après avoir tiré le bilan de l'opération (suivi des troupeaux, contrôle des naissances, évaluation du schéma de sélection...), 17 béliers améliorateurs ont été mis à la disposition de troupeaux sélectionneurs disposant d'un effectif de 364 brebis. Les frais de location d'un bélier sont passés de 10 000 F à 15 000 F pour collecter les ressources nécessaires au fonctionnement de la bergerie centrale et acquérir de nouveau béliers. L'ISRA participe à la mise en œuvre du SAGNO à travers la formation des 9 AAC et de 5 relais de l'AGROPROV, la mise en place d'un système de suivi des performances (fiches de suivi, boucles d'oreilles, pesons et cahiers de bergerie) des produits issus du SAGNO.	Elles concernent une mortalité par gale généralisée, le suivi irrégulier des troupeaux avec notamment des retards dans l'enregistrement et l'immatriculation des naissances, un entretien défectueux de 4 béliers qui ont été récupérés pour être retapés, le fonctionnement actuel de l'AGROPROV qui ne peut pas assurer le rachat d'antennais susceptibles d'être des futurs géniteurs.	Le bilan provisoire du 2 ^{ème} passage de diffusion des béliers pendant 6 mois a permis d'enregistrer 207 naissances dont 109 mâles et 98 femelles. Ainsi, le cumul des naissances (1 ^{ère} et 2 ^{ème} vagues de diffusions) est de 380 dont 31 mortalités, soit 349 produits vivants ainsi répartis (180 mâles et 169 Femelles). Les béliers en souffrance au niveau de la bergerie ont été transférés chez un éleveur sélectionneur pour leur remise en état avant leur placement	Assurer le suivi régulier des troupeaux ; Préparer le 3 ^{ème} tour des béliers ; Réadapter le contrat SAGNO ; Elargir le SAGNO aux autres OPE au-delà de l'AGROPROV
Intermédiation & facilitation pour l'acquisition d'aliments du bétail.	Il s'agit d'une action habituelle qui démarre par l'évaluation des besoins potentiels des producteurs, leur diffusion auprès des provendiers, et la sensibilisation des producteurs pour qu'ils acquièrent des intrants alimentaires.	L'attentisme de certaines OPE et l'abondance des pâturages au cours du 3 ^{ème} trimestre limitent les résultats.	367 tonnes de concentrés dont 207 tonnes de graine de coton et 20 000 litres de mélasse ont été acquis grâce à l'intermédiation et la facilitation du projet.	Poursuivre l'intermédiation et la facilitation en prévision de la saison sèche.
Tests de rationnement alimentaire sur les vaches laitières conduits en partenariat avec l'entreprise NMA	NMA a mis en place 24 tonnes d'aliment vache laitière pour couvrir les besoins de production, sur 2 mois, de 40 vaches métisses dans 26 Exploitations contrôlées. La réunion bilan a été tenue à Kaolack avec la participation de 20 éleveurs, du Directeur commercial de NMA, du Coordonnateur Régional du PAPEL de Koalack, du RAT BA, des Superviseurs, du Responsable de l'Appui Conseil du PAPEL et des Agents. Une équipe de la Direction du PAPEL a visité quelques unes des exploitations concernées.	Le non respect du protocole par certains producteurs et la traite incomplète de vaches ont été les principales difficultés.	Une production journalière de 6,6 à 13 litres pour les F1 Holstein et 4, 9 à 11, 6 litres pour les F1 Montbéliarde a été enregistrée avec des pics de 15 et 20 litres. En outre, les éleveurs ont signalé que le lait produit est de meilleure qualité avec un taux butyreux plus élevé et caille plus facilement. Les vaches sont en meilleur état et d'un croît pondéral plus rapide durant les essais.	Formuler des fiches techniques sur des rations alimentaires tenant compte des intrants alimentaires disponibles et des résultats des essais. Poursuivre l'intermédiation et la facilitation pour l'acquisition d'aliment NMA vache laitière par les producteurs.

Activités	Déroutement	Difficultés	Résultats	Implication
COMPOSANTE A : DEVELOPPEMENT DES SYSTEMES DE PRODUCTION ANIMALE.				
Mise en place et consolidation de 500 EMI bovines et de 100 EMI ovines.	La sensibilisation et l'octroi du crédit ont favorisé l'installation des exploitations mixtes intensifiées.	L'utilisation du crédit pour la mise en place de ces infrastructures est restée marginale.	Un cumul de 2 349 EMI bovines (1 497 laitières et 3 334 bovins à l'embouche) et 1 054 EMI ovines (2 692 ovins à l'embouche et 2 709 reproducteurs) mises en place ou consolidées au BA. Le croît par rapport à 2005 est de 252 EMI bovines et 262 EMI ovines. De plus en plus, des opérations intensives de productions animales se mènent en Zone Sylvo-Pastorale.	Renforcer le suivi zoonosanitaire pour une évaluation de l'impact de ces exploitations. Accélérer la mise en place des infrastructures modèles.
Mise en place de 18 étables, 17 bergeries 35 poulaillers pilotes de démonstration (15 étables ; 15 bergeries et de 25 poulaillers au BA et 3 étables, 2 bergeries et 10 poulaillers en ZSP).	Les prototypes d'étable, de bergerie et de poulailler mis en place par l'entreprise adjudicataire ont été visités par une équipe composée de producteurs, du dispositif et de l'entreprise. Les remarques faites par l'équipe sur le plancher, l'étanchéité, la murette de clôture et l'aération ont été prises en charge avant la validation des prototypes et leur démultiplication.	Les délais de mise en place des infrastructures ont été allongés par le désistement de la 1 ^{ère} entreprise adjudicataire. Certains choix n'ont pas été judicieux.	15 étables, 15 poulaillers et 15 bergeries ont été confectionnés. Les producteurs ont réagi positivement. Certains d'entre eux ont émis le souhait de les installer avec leurs moyens propres.	Organiser des visites des prototypes par des producteurs. Elaborer des fiches techniques pour leur utilisation efficace. Assurer un suivi correct des infrastructures par le dispositif.
Acquisition de 3 mini-laiteries d'une capacité de 500 litres de lait par jour pour la pasteurisation et la fabrication de lait caillé.	Compte tenu de certains risques liés à l'acquisition de mini-laiteries fonctionnelles, des prospections ont été menées auprès de 4 fournisseurs potentiels. La requête adressée à la BAD pour acquisition par entente directe n'ayant pas été approuvée, une consultation internationale a été lancée. Les conditionnalités de mise en place de ces équipements ont été clarifiées.	Les prévisions budgétaires sont en deçà des premières évaluations de prix faites. Le souci de gérer le risque d'acquérir des équipements inadaptés conduit à un allongement des délais.	Les prévisions budgétaires ont été réajustées de 30 à 50 millions de FCFA. Six entreprises dont 4 étrangères (Brésil, Israël, Belgique et France) ont été contactées pour être consultées pour la fourniture et la pose des mini-laiteries. Au niveau zonal, les acteurs de la filière laitière se concertent sur les modalités de gestion des mini-laiteries.	Poursuivre le processus de consultation pour acquérir les laiteries. Traiter les résultats de ces consultations sans perte de temps.
Construction et Réhabilitation de bâtiments et infrastructures d'élevage : ZSP : 4 PV à réhabiliter et 3 PV à construire. BA. : 5 PV, 3 IDSV et 2 IRSV à réhabiliter, 1 aire d'abattage à réhabiliter, 3 parcs de vaccination à construire et 3 magasins d'aliment bétail à construire.	Adjudication des travaux financés par des ressources BCI et FAD à 2 entreprises différentes. Une avance de démarrage a été versée à l'entreprise adjudicataire des travaux financés par des ressources FAD. Un 1 ^{er} décompte a été traité et soumis au paiement pour les travaux financés sur le BCI.	Les délais de mise en œuvre des travaux ont été allongés du fait de manquements de l'entreprise ou de désistement d'entreprise.	Au BA, 5 PV, 3 IDSV et 2 IRSV ont été réhabilités. La réhabilitation des foirails de Kaolack et Louga démarrée en 2005 a été achevée en 2006. La construction des parcs de vaccination et magasins d'aliment bétail est en cours. La programmation des travaux prévoit la réalisation des travaux en ZSP durant l'année 2007.	Suivre le parachèvement des chantiers.

Activités	Déroulement	Difficultés	Résultats	Implication
COMPOSANTE B : AMENAGEMENT ET GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES				
Promotion du reboisement (40 000 plants)	Au BA, des plantations massives ont été effectuées à Mbadakhoune, Ngathie Naoudé, Gandiaye et Wack Ngouna avec le concours d'OCB (Conseil Rural, FEGERAS, Club Environnement de Wack Ngouna). En ZSP, des plantations linéaires ont été installées pour servir de brise – vents ou d'aires de repos. Les plants d'anacardiers et d'Eucalyptus ont été surtout mis à l'intérieur des villages.	Collecte difficile des données portant sur les plantations réelles en ZSP.	BA : 65 000 plants mis à terre dont des <i>Eucalyptus</i> , <i>Prosopis</i> , <i>Acacia</i> , <i>Méliféra</i> , <i>Anacardium</i> , <i>Moringa</i> , <i>Mboule</i> ... 8 km de plantations massives et 6 km de plantations linéaires ont été effectuées respectivement à Mbadakhoune et Wack Ngouna. ZSP : 8 600 plants ont été distribués.	Appuyer la mise en œuvre de plans de gestion au niveau des mises en défens en encourageant une approche systémique intégrant l'animal.
Confection des panneaux de signalisation pour les mises en défens dans le Bassin arachidier.	Dans le BA, au niveau des Communautés rurales de Mbadakhoune et de Ngathie Naoudé, 70 aires de mise en défens ont fait l'objet de délimitation. Le PAPEL sollicité, a acquis des panneaux de signalisation pour la délimitation et la matérialisation des zones mises en défens. Les panneaux permettent également la sensibilisation de la population sur la gestion des ressources naturelles.	Long délai pris par la confection des panneaux.	Les 200 panneaux devront permettre d'identifier les parcelles mises en défens et renseigner sur des thèmes relatifs à la gestion des ressources naturelles	Appui des communautés dans la gestion des mises en défens. Sensibiliser les collectivités locales pour un appui plus significatif.
Lutte contre les feux de brousse (mise en place de 500 km de pare-feux, sensibilisation sur la prévention des feux de brousse)	ZSP : Grâce à la stratégie concertée de lutte contre les feux de brousse, le PAPEL développe des synergies avec 1) le Service des Eaux et Forêt qui ouvre des pare feux à l'aide de herse et de tracteurs et 2) le PAPF qui met à la disposition des forages participant à l'achat de gasoil, son tracteur et sa herse. Le PAPEL appuie l'action communautaire dans le nettoyage et l'entretien des pare feux déjà ouverts et dans la sensibilisation des populations. BA, le Club Environnement de Wack Ngouna a été doté en matériels de lutte contre les feux de brousse. La FEGERAS a été appuyé en restauration collective pour l'ouverture de pare feux communautaires.	Précocité des feux Et inattention des personnes	ZSP : 575 kms de pare-feux ouverts par 14 UP. Des projections de films ont été faites dans 6 Unités Pastorales par un cinébus de la DEFCCS dans le cadre de la sensibilisation sur la prévention des feux de brousse. Au BA , 35 km de pare-feu ont été ouverts avec le matériel remis par le PAPEL en guise de test au campement Latmingué et 15 km dans la communauté rurale de Keur Baka. 5,4 km de pare-feu large de 6 m ont été ouverts au niveau de 3 villages affiliés à la FEGERAS. Le Club Environnement a organisé une journée de remise officielle du matériel et de sensibilisation des populations sur la lutte contre les feux de brousse avec la participation de 7 Communautés rurales. Au 2 Janvier 2007, le cumul des feux enregistrés est de 73 dont 58 (79%) dans la zone du projet. Les superficies brûlées son évaluées à 93 240 Ha dont 92 458 Ha (99%) dans la zone du projet. La ZSP abrite 55% des cas de feux et 78% des superficies brûlées. A la même époque en 2005, le cumul du nombre des feux est de 105, le cumul des superficies de 108 503 Ha.	Maintenir la sensibilisation et la stratégie de concertation pour une lutte efficiente contre les feux de brousse.

Activités	Déroulement	Difficultés	Résultats	Implication
COMPOSANTE B : AMENAGEMENT ET GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES (SUITE)				
Amélioration de la fertilité des sols : Restitutions des résultats des tests sur le compostage avec le Bureau pédologie (DA)	Les séances de restitution, organisées dans 6 des 10 villages qui avaient abrité les sites de démonstration par les techniciens du Bureau Pédologie, ont ciblé les relais et les communautés. Quatre tables de tressage de grillage ont été acquises pour la confection d'ouvrage de DRS (gabions)	Retard dans l'acquisition des tables du fait du remplacement du 1 ^{er} adjudicataire défaillant.	200 agropasteurs ont participé à ses séances de démonstration Les avantages du compostage ont été prouvés. 55 agropasteurs répartis dans 29 villages se sont déclarés volontaires pour les tests pour la campagne 2006 4 tables de tressage ont été livrées à l'antenne BA pour être distribuées à des OPE et ainsi favoriser l'adoption et la diffusion des ouvrages de DRS	Poursuivre la diffusion des leçons apprises. Collaborer dans ce cadre avec le PROGERT
Promotion des cultures fourragères	Des semences pré base, subventionnées à 80% par le Ministère de l'Elevage, ont été cédées à 600 F le kg aux producteurs. Egalement, des semences certifiées achetées au Réseau des multiplicateurs du BA par le Ministère l'Elevage à raison de 800 F le kg ont été redistribuées aux éleveurs à un prix subventionné de 300 F le kg. Des éleveurs ont recyclé leurs propres semences de niébé.	Longueur des procédures d'achat et retard de mise en place.	BA : 968 kg de semences de Niébé dont 400 kg de prébase et 568 kg de certifiées ont été semées. A raison d'une densité de semis de 8kg de semence prébase par ha et d'un rendement de 250 kg de semences par ha, la production de graines visée est de 12,5 tonnes. Sur la base d'une production de 1,5 à l'Ha, la production totale en biomasse est estimée à 181,5 tonnes. ZSP : 2 producteurs de Dagana et de Richard Toll ont produit et commercialisé des semences.	Suivre les récoltes
Facilitation de l'accès à l'eau par la réhabilitation de forages, l'implantation de nouveaux forages, la mise en place de mètres linéaires de réseaux d'adduction.	Des forages existants ont été régénérés et de nouveaux forages implantés sur la base d'une étude de faisabilité faite par un bureau spécialisé privé sous la supervision de la DEM et de la DHy. Pour une exploitation optimale de ces ouvrages coûteux, des systèmes d'adduction ont été installés par la mise en place de canalisation et ouvrages annexes.	Coût élevé des ouvrages et ressources limitées	4 anciens forages ont été régénérés. 7 nouveaux ont implantés. Les ouvrages annexes installés comprennent 4 châteaux d'eau, la pose de 28 600 mètres linéaires de canalisation, la fourniture de 19 moteurs et 15 pompes. Cette densification du maillage hydraulique a été accompagnée par un travail de renforcement de capacités pour une gestion durable et transparente des ouvrages et l'amélioration de la qualité pour la prévention des maladies hydriques. Le rapport global d'études de faisabilité a été mis à la disposition de structures intervenant dans le domaine de l'eau dans la zone du projet.	
Analyse de la qualité hygiénique de l'eau de mare et de l'eau de forage en ZSP	Des prélèvements effectués au niveau des bassins au sol des forages de Amali, Tessekere, Mbaye Hawa, Thiel, Dodji. et des mares de Warkhokh, Barkédji et Dodji ont été analysés par l'Institut Pasteur de Dakar	Le choix du prestataire a duré du fait du désistement du 1 ^{er} choisi.	Les résultats d'analyse sur le niveau de contamination en coliformes des eaux de forage et de mare ont été remis au PAPEL. Ils montrent une contamination des eaux de bassins et de mares.	Utiliser les résultats pour sensibiliser les populations sur l'hygiène de l'eau.
Initiation du dispositif (AAC et animateurs) de la ZSP à l'hygiène de l'eau et à la SMI	Un atelier, organisé à Linguère avec le concours du district sanitaire de Linguère a initié les agents (AAC et Animateurs) à la gestion de la qualité de l'eau et à la santé maternelle et infantile. Des supports visuels sur la prévention du cholera ont été mis en place.	Lenteur dans la transmission par le district sanitaire du rapport de formation.	32 agents, dont 19 AAC et 11 animateurs, ont été formés à l'hygiène de l'eau, la santé maternelle et infantile (SMI), la lutte contre le paludisme. Le dispositif de terrain s'implique davantage dans la sensibilisation.	Poursuivre la sensibilisation. Mettre en place les outils démonstratifs de stockage.

Activités	Déroulement	Difficultés	Résultats	Implication
COMPOSANTE B : AMENAGEMENT ET GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES (SUITE)				
Evaluation participative des Plans de Gestion des 20 UP	L'évaluation a été menée par une équipe comprenant le PAPEL, la DEFCCS, le CSE, les CR, l'administration territoriale. Les CADEL (ex CERP) et les services décentralisés de l'hydraulique ont également participé à la mission pour quelques UP, notamment celles localisées dans le département de Podor.	Coût important de l'opération	Une appréciation in visu des réalisations des communautés au niveau des UP a été faite. Les acquis engendrés par les plans de gestion ont été identifiés. Une stratégie de consolidation des acquis et de pérennisation des activités a été élaborée. Une meilleure implication des services techniques et des autorités locales a été obtenue. Le pré-rapport est disponible. La Communauté rurale de Thiel a décidé de généraliser l'expérience des UP au niveau de tout son territoire. Celle de Kamb a affecté par délibération 6 km ² de son territoire à l'UP. Le PAPEL est impliqué dans le processus de mise en place du programme sous régional SIPSA (Système d'Information sur le Pastoralisme au Sahel). Cette expérience d'UP est entrain d'être partagé au sein d'une groupe de réflexion sur les conventions locales initiées par l'IED.	Remobiliser les acteurs autour du plan de gestion
Organisation d'Ateliers de concertation sur la transhumance	Des ateliers axés sur la restitution des résultats d'une étude sur la transhumance menée dans la ZSP et le BA ont été organisés à Linguère et à Kaolack. Ils ont réuni des acteurs impliqués dans la gestion de la transhumance : Organisations d'éleveurs, élus locaux, ONG, services techniques	Retard dans la tenue de l'atelier national du fait du délai accordé à l'ANRAC pour lui permettre d'organisation un atelier pour les régions de Kolda et Ziguinchor.	Des propositions concrètes concernant la gestion de la transhumance sont sorties de ces concertations. Elles seront examinées lors de l'atelier national qui se tiendra à Dialocoto. L'ANRAC s'est associé au processus. Les résultats de concertations devront jeter les bases d'une charte nationale sur la transhumance, voire d'un code pastoral. Les rapports des ateliers de Linguère, de Kaolack et Bakel sont disponibles.	Poursuivre les contacts avec l'ANRAC pour la tenue effective de l'atelier national.
Promotion de Fourneaux <i>ban ak suuf</i> (permettant d'optimiser l'usage du bois de chauffe ou de charbon comme énergie domestique)	5 meules pour la fabrication de fourneaux « ban ak suuf » ont été mises en place. Un cahier des charges (protocole) établissant les conditions d'utilisation de ce matériel a été confectionné.		Cinq meules ont été remises au Club Environnement de Wack Ngouna, à la FEGERAS, au relais du campement Latmingué, au relais de Sambandé et au Conseil Rural de Mbadakhouna. Cette opération promeut l'utilisation de fourneaux ban ak suuf pour économiser l'énergie domestique et donc préserver les écosystèmes (Déboisement). Des formations ont été organisées au niveau des 5 sites de mise en place des meules.	Suivre l'utilisation du matériel et en rendre compte.
Acquisition de 30 charrettes pour appuyer les relais et les UP dans le transport des plants et la mobilité qu'exigent les activités de sensibilisation.	Consultation de fournisseurs et adjudication du marché à la SISMAR	Retard dans la livraison du matériel	30 charrettes sont commandées et seront distribuées à 10 OPE du BA et 20 UP de la ZSP.	Définir avec les bénéficiaires les modalités d'utilisation du matériel.

Activités	Déroulement	Difficultés	Résultats	Implication
COMPOSANTE C : RESTRUCTURATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITES DES OPE				
Formation des relais en alphabétisation	La formation, organisée à Kaolack avec la DALN, visait le renforcement des capacités techniques des relais pour la durabilité des activités d'alphabétisation.	Aucune	Disponibilité de 14 relais opérationnels formés en pédagogie et en andragogie.	Mettre en place mécanismes de relève par relais
Mise en œuvre de la campagne d'alphabétisation	Pour une durée de 4 à 6 mois, la campagne a été exécutée dans les 2 zones. La DALN a assurée la maîtrise d'œuvre. Les langues sont le wolof, pulaar et séreer. La sensibilisation et la conception d'outils se sont poursuivies.	Du fait du temps requis pour la mise en place des matériaux, un retard de démarrage a été noté. Mobilité des populations	Au BA, 601 apprenants fréquentent 20 CAF dont un au foiral de Kaolack. 83% sont des femmes. Des outils de gestion de centre de lecture ont été proposés. Missirah Peulh, Yeti Khary et Touba Galo, sur ressources propres, ont construit des CAF en dure. En ZSP, 593 apprenants ont fréquenté 20 CAF avec une dominante d'hommes. Soit donc un total de 1 194 apprenants.	Suivre la campagne en cours et en même temps mettre en place les mécanismes de durabilité.
Gestion du foirail de Kaolack	Après la réhabilitation du foirail avec la commune de Kaolack, un Comité de Gestion consensuel, de 15 membres, a été mis en place. Un Centre d'Alphabétisation Fonctionnel y a été ouvert.	Les discussions avec les professionnelles ont été longues.	Le foirail, devenu plus fonctionnel, est géré par un comité plus représentatif. Le CAF est fréquenté par 25 apprenants avec un taux de fréquentation de 80%. Trois GIE regroupant différentes catégories d'acteurs ont été créés. Ces actions ont facilité l'accès au crédit.	Maintenir un suivi rapproché. Former l'organe élu
Appui au renouvellement des organes des OPE	A la suite des réunions d'information, de la vente de carte de membres, à Louga, la MDE a renouvelé ces organes aux niveaux local et départemental. A Diourbel, la MDE et le DIRFEL ont été renouvelés au niveau arrondissement, département et régional. La MDE de Diourbel a mis en place une mutuelle. Le CA de la mutuelle du DIRFEL de Fatick a été renouvelé.	A Louga, des résistances au niveau de la MDE empêchent l'achèvement du processus au niveau régional. Le DIRFEL dit attendre la MDE.	A Diourbel, la MDE et le DIRFEL ont renouvelé tous leurs organes. La mutuelle de la MDE a démarré avec des ressources propres. A Fatick, la mutuelle du DIRFEL a renouvelé ses organes et intègre désormais les hommes parmi ses membres. A Louga, les organes de la MDE se sont renouvelés aux niveaux local et départemental. Matam a entamé la création de MDE et DIRFEL. Les OPE ayant renouvelé leurs organes ont révisé ou élaboré leurs textes de base.	Former les organes nouvellement élus Suivre le processus à Louga et Matam. Séparer la gestion des MEC et MDE ou DIRFEL
Mise en place des ASUFOR	Après leur mise en place, les ASUFOR sont formées en « gestion financière et vie associative » et dotées d'un stock initial d'outils de gestion. Elle a été facilitée par l'installation des infrastructures hydrauliques et l'appui des autorités administratives et locales. La sensibilisation pour un fonctionnement régulier des organes, la tenue régulière des documents de gestion et l'application du principe de la vente volumétrique de l'eau continue.	La mise en place d'une organisation faïtière des des comités de gestion de forages à Matam risque de gêner la mise en place des ASUFOR. Des résistances sont notées à Atch Bali, Yaré Lao, Namarel, Barkedji et Dodji.	15 ASUFOR ont été mises en place au niveau des UP de : Kamb, Amali, Tessekéré, Labgar, Thiargny, Mbaye Awa, Bouteyni, Mbar Toubab, Mbiddi, Lougré Thiolly, Younouféré et Gaye Kadar, Thiel,, Révane et Vélingara Un CDD, tenu à Ranérou, a été axé sur la vente l'eau au volume. 13 comités de gestion de forage ont été formés (Thiargny, Bouteyni, Amaly Téssekéré, Gaye Kadar, Kamb, Mbaye Awa, Mbiddi, Labgar Mbar Toubab, Thiel, Louguéré Thiolly et Vélingara) pour un effectif de 123 personnes. Les outils de gestion sont en place. Ils sont bien tenus à Thiargny et à Mbar Toubab.	Former et suivre les ASUFOR en place. Suivre l'utilisation des outils de gestion Suivre particulièrement les UP de Atch Bali, Yaré Lao, Namarel, Barkedji et Dodji.
Recyclage des conducteurs de forage et adjoints	Un atelier de recyclage des conducteurs de forage et adjoints a été organisé avec une équipe du service de l'hydraulique de Linguère	Forte absence des adjoints de conducteurs (Deux adjoints présents).	22 conducteurs et un adjoint recyclés sur l'entretien et la maintenance des ouvrages hydrauliques pour un meilleur entretien des ouvrages hydrauliques de la ZSP se sont regroupés en réseau.	Etendre et formaliser le réseau des conducteurs.
Formation de plombiers locaux en maintenance et entretien	L'atelier, organisé avec l'Hydraulique de Linguère, a formé, en entretien de réseau d'adduction, des plombiers choisis par les Comités de Gestion de Forage	Absence de 7 plombiers pressentis	13 artisans plombiers locaux recyclés dans la pose et l'entretien des conduites d'eau et des branchements individuels. Certains d'entre eux sont déjà effectivement impliqués dans ces travaux.	Accompagner la mise en place de ces ressources par la sensibilisation.
Professionnalisation de fonctions opérationnelles d'OPE	L'expérience démarrée en partenariat avec la Direction de l'Emploi a permis de doter de Directeurs Techniques les MDE de Diourbel, de Kaolack, se poursuit.	Long délai d'attente de paiements des contributions financières	Les Directeurs Techniques, contractuels professionnels, assument les fonctions opérationnelles des OPE pour plus de transparence, continuité et visibilité dans le fonctionnement de 5 OPE faïtières.	Retard dans la formation des DT en gestion.

Activités	Déroulement	Difficultés	Résultats	Implication
COMPOSANTE C : RESTRUCTURATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITES DES OPE				
Formation et renforcement des capacités des organes des OPE	Les 2 séances de formation en gestion administrative et financière tenues au BA et en ZSP ont été suivies de dotation des OPE en supports de gestion administrative et financière conçus et édités en imprimerie.	Aucune	64 leaders d'OPE dont 25 viennent de 9 OPE de la ZSP et 39 de 15 OPE du BA ont été formés en gestion administrative et financière. En ZSP, 5 OPE ont été dotées en supports de gestion contre 15 au BA.	Doter en supports de gestion les OPE non pourvues Suivre l'utilisation des supports.
	2 sessions de formations en lobbying et recherche de partenaires ont été organisées à Linguère et à Kaolack pour favoriser la diversification des partenaires.	Aucune	32 membres appartenant à 23 OPE (ZSP : 12 participants venant de 07 OPEs et BA : 20 participants venant de 16 OPEs, dont 3 Directeurs Techniques et 1 animateur de MSA) ont été initiés aux techniques de lobbying et de recherche de partenaires. Chaque OPE a élaboré un plan d'actions de recherche de partenaires.	Accompagner les OPE selon les modalités définies lors de l'atelier de planification
	Des rencontres sont organisées entre les OPE et des partenaires potentiels pour promouvoir des synergies entre les Organisations avec le concours de l'Opérateur. Dans les 2 zones d'intervention du projet, des cadres de concertation des OPE ont été mis en place.	Longueur des discussions et parfois insuffisance de suivi. Absence de quelques leaders aux rencontres des cadres de concertation.	Les rencontres d'échanges entre la MDE/Fatick, SAPPAT/Tattaguine, ADAF et le projet PAPIL et d'autres OPE ont abouti à des protocoles en cours de négociation. La MDE de Fatick a proposé au PAPIL des sites d'intervention pour l'exploitation des eaux de surface. Les relais d'environnement de la ZSP ont visité l'expérience en GRN du Club Environnement de Wack Ngouna. Chaque cadre zonal de concertation inter OPE s'est réuni une fois pour discuter d'aliment bétail, de foire, de crédit, d'insémination artificielle, de Plan REVA,... Ces réunions ont regroupé 21 participants venant de 10 organisations.	Aider la finalisation des négociations et leur formalisation par des protocoles Suivre la mise en œuvre des protocoles conclus Suivre le fonctionnement des cadres de concertation
	A la suite de l'élaboration des PARI, des ateliers ont été tenus pour permettre à des organisations d'élaborer des plans d'actions et de commencer la phase opérationnelle de mise en œuvre des actions.	Retard important enregistré par ADID et ADENA	Des Plan d'Actions ont été élaborés pour la MDE de St Louis, le DIRFEL de Saint Louis, le FBAJ, l'APUP et le Réseau des Relais en GRN de la ZSP. 10 ASUFOR ont été formées à la gestion, à l'administration et à la gestion. Le FBAJ a mis en place un système de suivi financier.	Suivre pour les OPE en retard et les ASUFOR restantes
Mise en place de Centres de prestation de Services pour la disponibilité continue de services qualifiés en gestion, audit, micro-finance, élaboration/suivi de projets dans la proximité des producteurs.	Deux centres de prestations de service ont été mis en place à Dahra et Kaolack sous forme de SARL dont la majorité des actions est détenue par les OPE. Ils ont démarré leurs activités en déroulant un programme de recherche de partenaires axé sur l'information et la sensibilisation sur les services offerts par le CPS. Des tournées ont été effectuées. Des rencontres tenues avec des clients potentiels. Des prospectus ont été élaborés et distribués. La visibilité des CPS a été renforcée par la pose de panneaux de signalisation et la conception de logos. Ils ont été dotés de logistiques en cours d'immatriculation.	L'appui encore orienté vers les IMFs. Procédures de transfert de la logistique longues. Charges de fonctionnement élevées au BA. Tarification des prestations à améliorer.	ZSP : des prestations ont été fournies à 13 commanditaires (5 IMF, 8 GIE) pour la révision comptable et l'élaboration d'états financiers, l'établissement de la situation des encours de crédit et d'épargne, l'élaboration de plans de recouvrement, le recyclage du personnel technique, l'élaboration de documents de projet pour le MEF, le montage de requête de financement à Oiko Crédit. Une formation en informatique est dispensée à 8 apprenants inscrits. BA : Des prestations de services ont été fournis à 3 OPE, 4 mutuelles et un GPF pour la formation en gestion, l'élaboration d'états financiers, l'élaboration de manuelles de procédures. En plus, les Femmes Amazones de Fatick et l'Union Régionale des MEC de la FNGPF ont été appuyées pour la mise en place de mutuelles d'épargne et de crédit (MEC).	Diversifier les types de bénéficiaires en particulier en direction des OPE. Suivre le transfert des véhicules. Rationaliser davantage la tarification en établissant un barème pour les différents intrants nécessaires à la réalisation des activités.
Formation en Gestion de micro-entreprise.	Avec un prestataire, organisation d'une formation en gestion de micro-entreprise pour des membres du Cercle des Amis et Eleveurs du Mouton (CAEM).		12 membres du CAEM ont initiés à l'organisation et au fonctionnement et à la gestion financière et comptable d'une exploitation de productions animales.	Suivre mise en œuvre acquisition par les bénéficiaires de la formation.

Activités	Déroulement	Difficultés	Résultats	Implication
COMPOSANTE D : DEVELOPPEMENT DU CREDIT				
Octroi de crédit dans le cadre du protocole avec la CNCAS et celui avec le PMIA (500 000 000) FCFA	<p>Concernant la CNCAS :</p> <p>Dans les 2 zones (BA & ZSP), les Comités de Sélection procèdent à la sélection des dossiers de prêt à financer.</p> <p>En plus au Bassin Arachidier, des tournées de récupération de crédits en souffrance avec des opérations coup de poing ont été menées. L'instruction des dossiers de demande de crédit</p> <p>En ZSP, les comités de sélection ont également procédé à la sélection de dossiers de prêt.</p>	Lenteurs dans la mise en place des crédits accordés lors des comités de sélection Délais d'examen des dossiers par la CNCAS longs	<p>Au cours de l'année, le total des crédits octroyés est de 461 388 000 FCFA ainsi réparti 108 017 000 FCFA au BA et 353 371 000 FCFA en ZSP.</p> <p>Ainsi, le cumul des crédits octroyés depuis le début du projet s'établit comme suit :</p> <p>BA : 366 238 154 FCFA. ZSP : 1 109 180 046 FCFA.</p> <p>Total : 1 475 418 200 FCFA pour 616 dossiers avec un taux de remboursement de 83%.</p> <p>Des discussions sont en cours pour renforcer les complémentarités entre la CNCAS et les mutuelles.</p> <p>En plus, la CNCAS a mis en place dans la région de Louga, un programme pilote crédit femme et démarré le financement de mutuelle (Djomec).</p> <p>Le fonds de garantie mutuelle est estimé à 45 156 711 FCFA.</p>	<p>BA : Poursuivre les concertations, les tournées de récupération avec l'appui de la gendarmerie et des autorités administratives dans les zones de R. Toll, du BA et de Ndioum. Dans les zones encore à risque, geler l'instruction des nouvelles demandes de crédit jusqu'au relèvement du taux de remboursement à plus de 80%.</p> <p>ZSP : Mettre en place le système arrêté par le CDD de Podor pour la relance du crédit à Ndioum. Poursuivre discussions pour complémentarité entre CNCAS et mutuelles</p>
	PMIA Virement de la 2 ^{ème} tranche du fonds de crédit PAPEL 2 dans le compte fonds de crédit PMIA pour un montant de 380 000 000 FCFA.	Long délai de mise en place de la 2 ^{ème} tranche de fonds de crédit. 125 000 FCFA ont été prélevés sur les fonds virés pour frais bancaires. Procédures d'octroi longues	<p>Les refinancements s'élèvent à 246 666 017 FCFA</p> <p>Depuis le démarrage de ce volet, 616 dossiers ont été financés pour un montant de 746 344 509 FCFA.</p> <p>Le taux de remboursement est de 95%. Ces remboursements d'un montant de 473 529 310 FCFA sur un prévisible de 499 584 059 FCFA. Le solde du compte est de 442 746 591 FCFA, disponibles pour le refinancement d'IMF.</p>	Réfléchir sur l'avenir de ce volet crédit qui pour le moment n'a pas encore atteint des résultats significatifs en matière d'investissement durable Mettre en place les mécanismes de durabilité du système Voir la possibilité de simplification des procédures
Microfinance	Les actions se poursuivent à travers les cadres de concertation qui ont émergé dans les deux zones. Le projet fait de l'intermédiation et de la facilitation pour un meilleur accès des mutuelles au crédit.	-	Sept mutuelles ont accédé au fonds de crédit mis en place au niveau du PMIA. Les dossiers financés concernent surtout des activités court terme (Embouche : 103 ; Commercialisation : 509 ; Aliments bétail : 2 ; Production laitière : 1 ; Aviculture : 1. Une mutuelle basée à Linguère a reçu un financement de 20 millions de la CNCAS pour le financement de ses opérations.	

2.2. Activités non planifiées et réalisées

Activités	Déroulement	Difficultés	Résultats	Implications
Appui à l'émergence d'un réseau des radios communautaires de la ZSP	En tournée dans la zone, le Directeur du PAPEL a rencontré les responsables de 5 radios communautaires qui ont exprimé leur désir de se constituer en réseau.	Absence de la radio Gaynako	La proposition de mettre en place un réseau a été acceptée et la date de l'AG constitutive arrêtée.	Suivre et accompagner le processus de mise en place du réseau.
Participation à la foire Régionale de Fatick	Elle s'est déroulée du 05 au 09 mai. Le PAPEL y a pris part à travers le Responsable de l'Antenne, le dispositif de terrain et le RESCOM. Les actions du PAPEL dans le domaine de l'intensification des productions animales et la promotion des cultures fourragères ont fait l'objet d'échanges. Le PAPEL a appuyé la participation des agents et des producteurs ainsi que la prise en charge des parcs à bétail. La confection de banderoles par le PAPEL a permis une bonne visibilité de l'événement.	Transparence dans la gestion de l'événement Difficultés de programmation et de planification	Ces assises ont permis de situer l'apport décisif de l'élevage dans la promotion d'un développement local durable, et aux participants de nouer des contacts et d'échanger avec les différents producteurs sur les activités en cours dans le bassin arachidier notamment : l'insémination artificielle, la lutte contre la New Castle, la promotion des cultures fourragères et le développement des exploitations mixtes intensifiées	
Accord de partenariat avec le PAPIL	Un projet de protocole élaboré a été soumis au PAPIL et ensuite par une équipe conjointe (PAPIL – PAPEL). L'objectif était de jeter les bases d'un partenariat pour une synergie d'action.	Aucune	Identification d'axes de collaboration (renforcement des capacités, aménagement et gestion des ressources naturelles, échanges d'informations et d'expériences) ; Draft de protocole élaboré et soumis au PAPIL	Suivre la signature et la mise en œuvre du protocole
Restitution «Etude juridique sur le statut des UP»	Il s'agit d'une étude mise en œuvre par le PAPF, projet avec qui le PAPEL partage la zone sylvo-pastorale, qui, dans une perspective de durabilité, tente d'explorer les pistes de consolidation des UP. La rencontre a eu lieu au siège du PAPF en présence du staff du PAPF, du Consultant, du RAT/ZSP, ACA, RAGE, et du RROP. Elle a permis de passer en revue les différentes possibilités de statut juridique.	Aucune	- le statut d'association avec reconnaissance par le Gouverneur a été retenu pour la structure faîtière ; - un atelier de restitution et de validation est prévu très prochainement - l'Unité pastorale est considérée comme étant un cadre de concertation des structures communautaires de proximité évoluant au sein d'une UP avec un statut d'OCB.	Assurer suivi en relation avec le PAPF Intégrer les résultats de cette étude dans la formalisation du statut des UP
Participation à la tournée du Ministre de la micro-finance et de l'entrepreneuriat féminin	Pendant la tournée organisée dans le cadre de la caravane des PME/PMI dans la région de Louga, le Ministre a visité le CNAG la CAPEC de Dahra et des GIE.		Des réalisations du projet ont été visitées et un document présentant l'expérience du PAPEL en matière de micro-finance et les 2 répertoires des IMFs de la ZSP et du BA ont été remis au Ministre	
Participation à l'atelier sur les conventions locales	Atelier de 2 jours organisé à l'initiative de l'IED à Mbodiène. Présentation de communications portant sur les différentes expériences.		L'expérience du PAPEL sur les Unités Pastorales a été présentée par un document écrit.	
Visite des activités de FEGERAS	Visite des activités de GRN menées dans la zone de Gandiaye pour s'informer de la crédibilité de l'organisation		Le protocole de partenariat signé est entrain d'être mis en œuvre dans le reboisement, les parefeux, l'aviculture villageoise,...	Poursuivre la collaboration dans la diffusion de foyer Ban ak Suuf et élaboration de documents statutaires.
Participation à la visite du Conseil de la République des Affaires Economiques et Social du CRZ de Dahra.	Pendant une journée, une équipe de Conseillers de la République a visité des activités élevage (CRZ de Dahra, Laboratoire de production de vaccins, Hara, Bouverie avec les sujets Néloré et Gire, Centre National d'Amélioration Génétique, Foirail de Dahra) en ZSP.		Visibilité du CNAG et meilleure connaissance des activités élevage.	

III. GESTION DU PROJET

3.1. Tâches de gestion

Activités	Déroulement	Difficultés	Résultats	Implications
COMPOSANTE E : GESTION DU PROJET				
Tenue de la réunion du comité technique et du comité de coordination	Préparer et présenter le bilan d'exécution technique et financière 2005 et le programme d'activités et le budget 2006 au comité technique puis au comité de coordination. Les documents finalisés et les PV de réunion des Comités ont été, par la suite, ventilés.	-	Le bilan d'exécution technique et financière 2005 et le programme d'activités et le budget 2006 ont été approuvés par les 2 Comités qui ont formulé des recommandations sur l'exécution des actions futures	Appliquer les recommandations formulées par les Comités.
Réunion de coordination	6 réunions de coordination ont été tenues. Elles ont permis à chaque fois de passer en revue l'exécution des activités retenues lors de la dernière réunion et de planifier celles à mener avant la prochaine.	-	Evaluation de l'exécution des actions programmée lors de la période écoulée et plans d'action pour celles à venir	Suivi de la mise en œuvre des recommandations
Voyage d'études	Un voyage d'études a été organisé au Brésil pour s'enquérir de l'expérience en matière de développement agricole du Brésil et s'en inspirer. Le groupe comprenait des responsables du MEL, de la DIREL du PAPEL et des producteurs.	-	La tournée s'est déroulée comme prévu et un rapport global de mission a été élaboré sur la base des contributions des différents participants à la mission.	Suivre l'exploitation des différents rapports
Audit des comptes du projet	L'audit des comptes pour l'exercice 2005 a été fait. Le rapport y afférent a été transmis aux autorités et au bailleur.	-	Les comptes du projet ont été certifiés. Les recommandations faites ont été prises en charge.	Veillez à l'application des recommandations.
Mission de supervision de Bureau Régional de la BAD (SNRO) à Dakar	La mission avec le Directeur et le RESCOM a visité l'UP de Younouféré, le CNAG de Dahra, la CNCAS de Dahra, la piste de dégagement du foirail de Linguère, 2 mutuelles d'épargne et de crédit ainsi que des EMI. Les média (Sud quotidien, Walfadjri, Le quotidien, RFM, SUD FM, Walf FM, Dunya FM, Télévision) ont relayé cette activité.	-	Un aide-mémoire a été produit et dans l'ensemble les Responsables de Bureau Régional ont jugé satisfaisant l'état d'exécution du projet. Ils ont formulé des recommandations insistant sur le CPS et le suivi socio-économique.	Veillez à l'application des recommandations.
Mission de Supervision de M. Xavier Boulanger, BAD, Tunis	En raison de contraintes de temps, ce fut surtout une supervision d'une journée limitée à une rencontre avec la Direction du Projet à Dakar.		L'aide-mémoire, dans l'ensemble, juge satisfaisant l'état d'exécution du projet et formule des recommandations insistant sur la capitalisation.	Veillez à l'application des recommandations.
Evaluation à mi-parcours	Le cabinet CIENI-SA sélectionné sur la base d'une consultation restreinte a procédé à l'évaluation à mi-parcours du projet. Le rapport définitif a été finalisé après un atelier de restitution réunissant le PAPEL, des partenaires et des OPE concernés et la BAD de Dakar.	Longueur du processus	Le rapport final de la revue à mi-parcours a été validé et dispatché. Le projet a été noté 3,16 sur 4. Les recommandations portent surtout sur le suivi socio-économique, une requête pour une 3 ^{ème} phase et le renforcement des mécanismes de durabilité.	Suivre la mise en œuvre des recommandations
Organisation de l'atelier de planification opérationnelle pour 2007	L'atelier de 4 jours a réuni le PAPEL, les services de l'élevage, les partenaires institutionnels, les autorités administratives, les OPE et des IMF. Il fut préparé par des rencontres ciblées avec les partenaires et l'élaboration de drafts de rapports d'activités 2005 et Plans opérationnels 2006. Une journée spécifique fut consacrée à chaque catégorie d'acteur.		L'évaluation concertée des composantes et des protocoles a été faite. Le rapport d'activités et plan opérationnel ont été présentés. La visibilité du projet et les synergies avec les partenaires ont été renforcées. Le rapport de l'atelier est disponible. La démarche graduelle suivie a permis à chaque groupe de s'exprimer correctement.	Intégrer les enseignements tirés de l'atelier dans la planification opérationnelle de 2006.
Mise en œuvre des marchés	Lancement des consultations ou appels d'offres après l'approbation des projets de DAO, Dépouillement, adjudication, approbation et notification	Longueur du processus	Onze marchés ont été signés en 2006. Dix d'entre eux sont achevés. Celui restant, concernant la construction d'infrastructures d'élevage est en cours d'achèvement.	A suivre et à réceptionner.

3.2. Exécution budgétaire

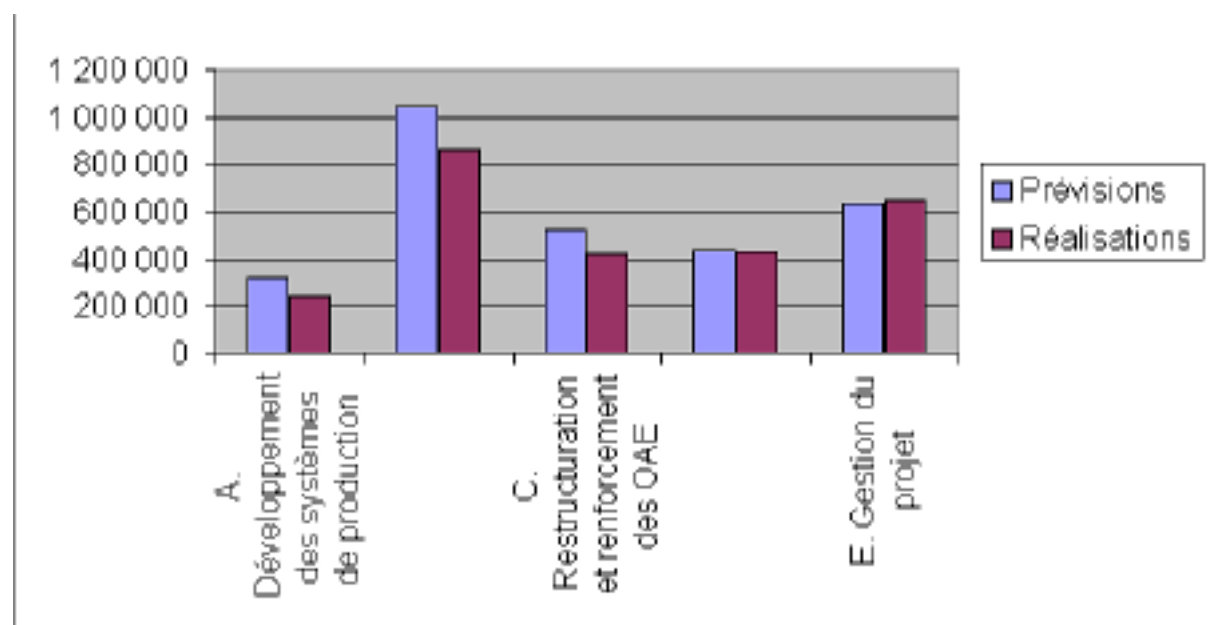
3.2.1. Exécution du budget global (FAD et BCI en 1000 FCFA)

a) Exécution globale par composante (1000FCFA)

Tableau 1. Exécution globale par composante.

Composante	Prévisions	Réalisations	%
A. Développement des systèmes de production	325 014	244 539	75,24%
B. Aménagement et Gestion des ressources naturelles	1 049 370	860 561	82,01%
C. Restructuration et renforcement des OPE	527 106	418 385	79,37%
D. Développement du crédit	436 500	432 350	99,05%
E. Gestion du projet	635 510	650 947	102,43%
TOTAL	2 973 500	2 606 782	87,67%

Graphique 1. Exécution globale par composante (comparaison prévisions et réalisations).



Le budget global 2006 a été exécuté à hauteur de 88% contre 53 en 2005, soit une progression de 35%. Les composantes "Développement du crédit" avec la mise en place du complément du Fonds de crédit PMIA et "gestion du projet" avec les charges imposées par la mobilité du dispositif du projet ont les taux d'exécution les plus importants avec respectivement 99 et 102%. Cette situation est essentiellement due à la vétusté du parc de la logistique du dispositif, pour l'essentiel amorti, l'augmentation du prix du carburant et la livraison très tardive du carburant qui devait être acheté à partir des ressources BCI. Les autres composantes ont été exécutées entre 75 et 82% de leur budget. Les frais de personnel constituent 47% de la composante "gestion du projet". Ils ont connu un taux d'exécution proche de 100%.

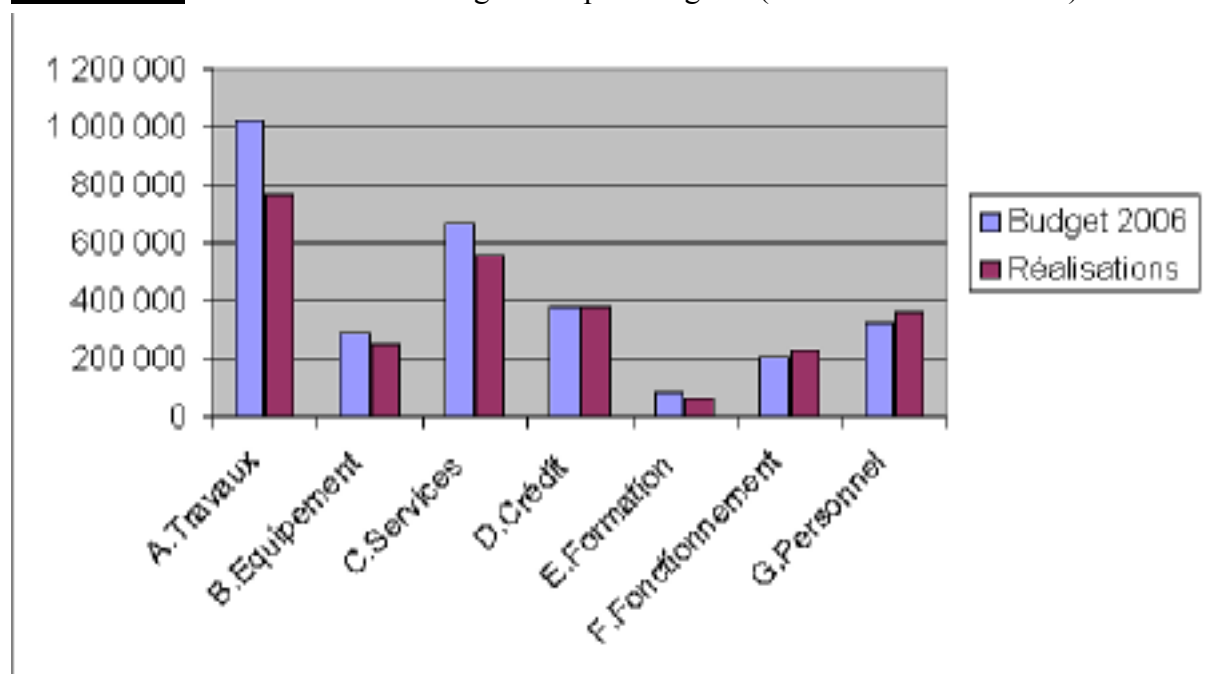
En particulier pour la composante "développement des systèmes de production", le non achèvement des procédures de mise en place de certaines infrastructures (laiteries, postes vétérinaires, parcs de vaccination,... expliquent le niveau de sa mise en œuvre de 75%.

b) Exécution globale par catégorie (1000FCFA).

Tableau 2. Exécution financière globale par catégorie.

Catégorie	Budget 2006	Réalisations 2006	Taux de réalisation (%)
A. Travaux	1 022 000	767 909	75,14%
B. Equipement	290 500	249 739	85,97%
C. Services	668 000	558 167	83,56%
D. Crédit	380 000	380 000	100,00%
E. Formation	86 000	61 511	71,52%
F. Fonctionnement	205 000	230 806	112,59%
G. Personnel	322 000	358 649	111,38%
TOTAL	2 973 500	2 606 782	87,67%

Graphique 2. Exécution financière globale par catégorie (Prévisions/Réalisations)



L'analyse par catégorie de l'exécution budgétaire fait ressortir des taux d'exécution respectifs de 100, 113% et 111% pour le crédit, fonctionnement et le personnel. La mise en place du complément du fonds de crédit, la vétusté du parc, le coût du carburant et la prise en charge transitoire d'une partie du personnel du CNAG expliquent cette situation.

Toutefois, du fait de la structuration initiale de la liste des biens et services, les frais de gestion incluent les acquisitions de phonies, matériels audiovisuels et étagères pour archivage.

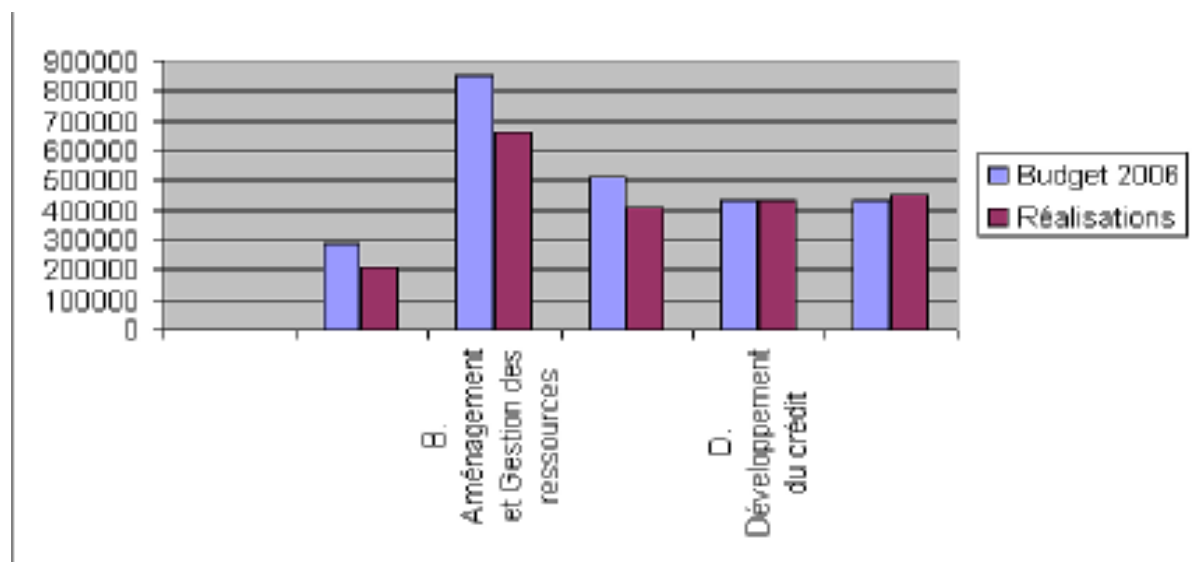
3.2.2. Exécution du budget FAD (1000 FCFA)

a) Exécution financière par composante (1000 FCFA).

Tableau 3. Exécution du budget FAD par composante (1000 FCFA).

Composante	Budget 2006	Réalisations 2006	Taux d'exécution
A. Développement des systèmes de production	285 014	207 192	72,70%
B. Aménagement et Gestion des ressources naturelles	849 370	661 270	77,85%
C. Restructuration et renforcement des OAE	517 106	411 203	79,52%
D. Développement du crédit	436 500	432 350	99,05%
E. Gestion du projet	435 510	451 582	103,69%
TOTAL	2 523 500	2 163 598	85,74%

Graphique 3. Exécution du budget FAD par composante (1000 FCFA).



Le budget global du FAD 2006 a été exécuté à hauteur de 86% contre 48% l'année précédente, soit une amélioration de 38%. Comme l'indique le tableau précédent, l'essentiel des réalisations relève de la composante "aménagement et gestion des ressources naturelles" avec l'hydraulique pastorale (châteaux d'eau, forages, étude de faisabilité et maîtrise d'œuvre). Les protocoles signés avec la DHy (8), la DEM (6) et la DGRBRLA (9) sont aussi exécutés dans ce cadre.

La "gestion du projet" est essentiellement composée des frais de véhicule, des frais de gestion et des salaires.

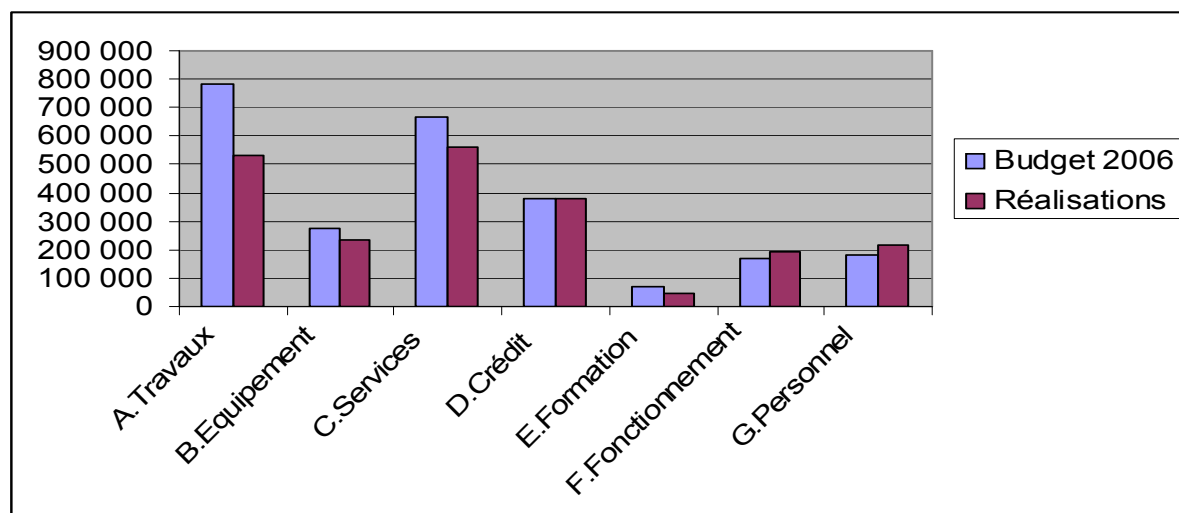
La composante "développement des systèmes de production" comprend essentiellement le CNAG (équipements, géniteurs, réhabilitation et aménagement des locaux, appui pour le démarrage).

b) Exécution financière par catégorie

Tableau 4. Exécution financière FAD par catégorie

Catégorie	Budget 2006	Réalisations 2006	Taux d'exécution
A. Travaux	782 000	531 271	67,94%
B. Equipement	275 500	234 762	85,21%
C. Services	668 000	558 167	83,56%
D. Crédit	380 000	380 000	100,00%
E. Formation	71 000	49 330	69,48%
F. Fonctionnement	168 000	194 404	115,72%
G. Personnel	179 000	215 663	120,48%
TOTAL	2 523 500	2 163 598	85,74%

Graphique 4. Exécution financière FAD par catégorie.



La catégorie « crédit » inclut les 380 millions de FCFA de complément de fonds de crédit PMIA, la finalisation du contrat des opérateurs en micro finance et les appuis octroyés aux mutuelles et à la CNCAS.

Les catégories "crédit", "fonctionnement" et "personnel" sont, pour les raisons évoquées plus haut, celles qui ont les taux d'exécution respectifs les plus élevés avec 100%, 113% et 111%.

Malgré un taux d'exécution de 68%, la rubrique « travaux » a, en valeur absolue, le niveau d'exécution le plus important du fait du coût élevé des travaux hydrauliques et des infrastructures d'élevage.

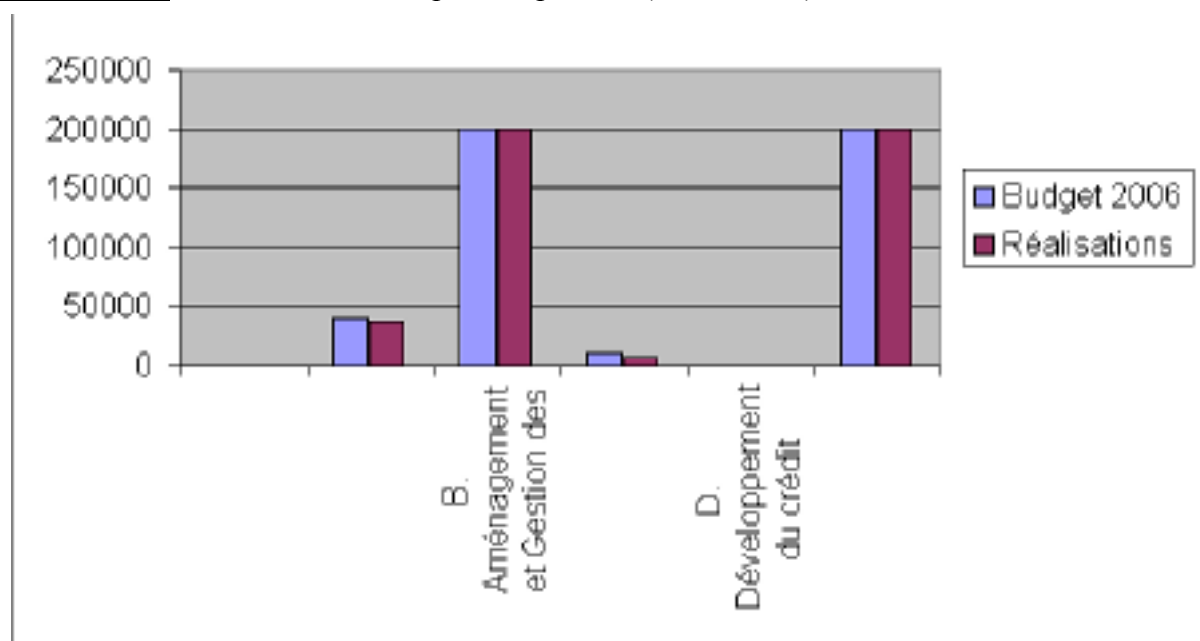
3.2.3. Exécution du BCI en (1 000 FCFA)

a) Exécution financière par composante (1000 FCFA)

Tableau 5. Exécution du BCI par composante (1000 FCFA)

Composante	Budget 2006	Réalisations 2006	Taux d'exécution
A. Développement des systèmes de production	40 000	37 347	93,37%
B. Aménagement et Gestion des ressources naturelles	200 000	199 291	99,65%
C. Restructuration et renforcement des OAE	10 000	7 182	71,82%
D. Développement du crédit	200 000	199 365	99,68%
TOTAL	450 000	443 185	98,49%

Graphique 5. Exécution du BCI par composante (1000 FCFA)



Les ressources BCI concernent essentiellement les composantes B, E et A. Elles ont été mobilisées à hauteur de 98% en 2006 contre 92% l'année précédente, soit un accroissement de 6%. Les composantes "aménagement et gestion des ressources naturelles" avec l'hydraulique, et "gestion" représentent 90% de ces ressources.

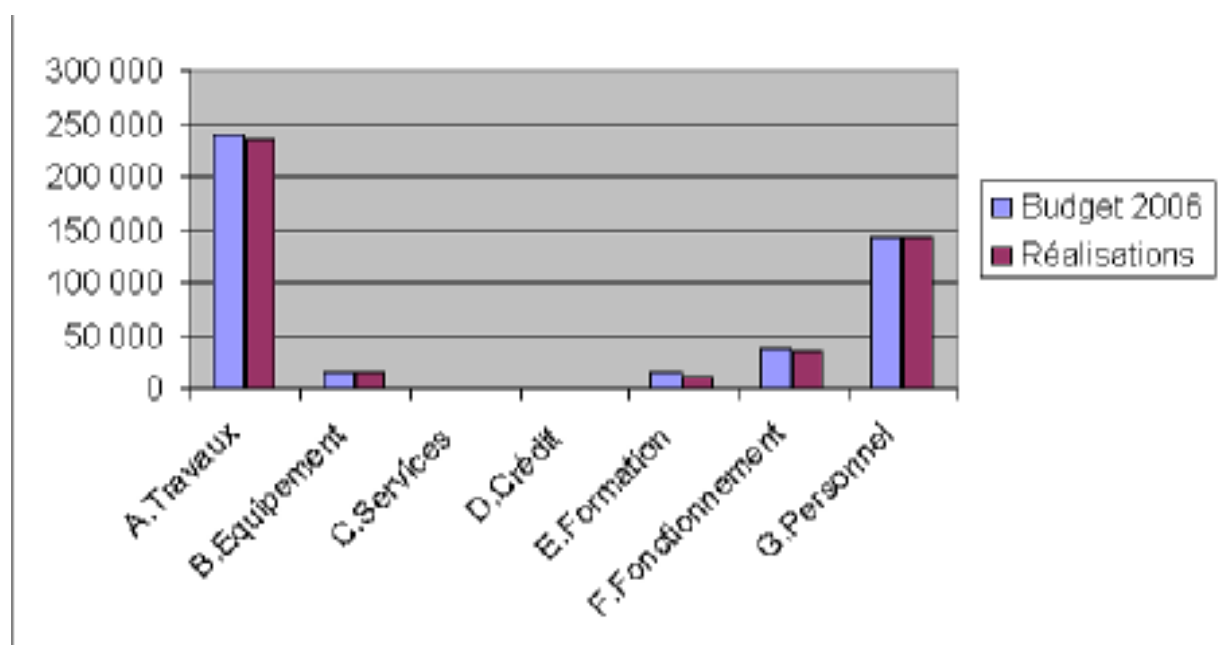
La composante "gestion du projet" supporte essentiellement des coûts de "personnel" (salaires et charges sociales, taxes et impôts). Ainsi, 48 millions d'arriérés fiscaux ont aussi été payés durant l'exercice.

b) Exécution financière par catégorie (1000FCFA)

Tableau 6. Exécution financière BCI par catégorie.

Catégorie	Budget 2006	Réalisations	Tx d'exécution
A. Travaux	240 000	236 638	98,60%
B. Equipement	15 000	14 977	99,85%
C. Services	-	-	-
D. Crédit	-	-	-
E. Formation	15 000	12 182	81,21%
F. Fonctionnement	37 000	36 402	98,38%
G. Personnel	143 000	142 986	99,99%
TOTAL	450 000	443 185	98,49%

Graphique 6. Exécution financière BCI par catégorie.



53% du BCI relèvent de la rubrique des "travaux" qui a été exécutée à 99% à travers l'aménagement du centre d'amélioration génétique, la réalisation de 3 châteaux d'eau, des poses de compteurs... La rubrique "personnel" représente 32% du BCI. La prise en charge sur cette ligne des charges fiscales relatives au personnel payé par le FAD et des arriérés accumulés (48 millions) ont abouti au taux d'exécution de 100%. Ce fut possible grâce un réaménagement budgétaire.

IV. LECONS APPRISES

Le niveau d'exécution technique et financière du projet est très satisfaisant. Les efforts consentis pour rendre opérationnels les CPS doivent être poursuivis de même que la capitalisation des résultats du projet. L'année prochaine étant la dernière année de mise en œuvre du projet, les recommandations issues de la revue à mi-parcours et de la dernière mission de supervision doivent être prises en charge. Maintenant que le CNAG est opérationnel, il est urgent de définir les modalités de son implication dans les campagnes d'insémination artificielle et de lui affecter les ressources devant lui permettre un fonctionnement durable. L'expérience test de rationnement met davantage la nécessité d'une approche plus systémique de l'appui conseil en y intégrant le rationnement, l'habitat, la gestion de la reproduction voire la transformation des produits.

A un an de la fin du projet, il est urgent de parachever les activités suivantes nécessitant un accompagnement : la mise en place des laiteries pilotes, des bergeries, étables et poulaillers de démonstration ainsi que le démarrage de la vente de l'eau au volume au niveau des ASUFOR.

V. PREVISIONS POUR L'ANNEE 2007

5. 1.Composante A : Développement des Systèmes de Production

- 5. 1.1. Production de semences par le Centre d'amélioration Génétique à Dahra (CAG)
- 5. 1.2 Organisation d'une campagne d'insémination artificielle
- 5. 1.3.Appui –conseil pour le développement de chèvreries
- 5.1.4. Coordination de la formation d'inséminateurs
- 5 1.5. Acquisition et implantation de mini laiteries démonstratives
- 5.1.6. Achèvement de l'installation d'étables, de bergeries et de poulaillers de démonstration
- 5.1.7. Amélioration de la production de moutons Tabaski
- 5.1.8. Contribution dans la campagne de lutte contre la Maladie de New Castle
- 5.1.9. Amélioration des conditions alimentaires du cheptel
- 5.1.10. Appui à l'élevage péri urbain
- 5.1.11. Elaboration et diffusion de fiches techniques illustrées sur les spéculations animales
- 5 1.12. Construction des logements du CNAG et achèvement des 2 chantiers en cours

5.2. Composante B : Aménagement et Gestion des Ressources Naturelles

- 5.2.1. Suivi et consolidation des plans de gestion d'unités pastorales
- 5.2.2. Poursuite de la mise en œuvre du système de surveillance et d'alerte précoce
- 5.2.3. Mise en œuvre d'une campagne de reboisement
- 5. 2.4. Mise en œuvre d'une campagne de cultures fourragères
- 5.2.5. Appui aux mises en défens, RNA et à la gestion des parcelles pastorales
- 5.2.6. Mise en place de pare-feu communautaires
- 5.2.7. Poursuite appui à la mise en œuvre d'un programme apicole
- 5.2.8. Gestion de la fertilité des sols et lutte contre l'érosion
- 5.2.9 Mise en place de cadres régionaux de concertation d'OCB s'occupant de GRN
- 5.2.10. Achèvement du programme eau (Cabines de pompage, trois châteaux d'eau

5.3. Composante C : Restructuration et Renforcement des Capacités des OPE

- 5.3.1. Formation de leaders d'OPE en gestion administrative et financière
- 5.3.2. Accompagnement des OPE dans le lobbying et la recherche de partenaires
- 5.3.3. Accompagnement des OPE en gestion financière
- 5.3.4. Renforcement environnement lettré et achèvement campagne alphabétisation BA
- 5.3.5. Appui à la scolarisation des enfants en ZSP
- 5.3.6. Organisation de visites d'échanges
- 5.3.7. Animation des OPE émergentes
- 5.3.8. Suivi de l'activité des opérateurs et des CPS

5.4. Composante D : Développement du Crédit

- 5.4.1. Octroi de crédit dans le cadre des protocoles avec le PMIA et la CNCAS
- 5.4.2. Renforcement des relations de complémentarité entre la CNCAS et les mutuelles
- 5.4.3. Mise en place d'une faîtière pour la gestion du fonds de garantie mutuelle

5.5. Composante E : Gestion du Projet

- 5.5.1. Gestion du projet
- 5.5.2. Mise en œuvre de la stratégie de communication du projet au niveau national
- 5.5.3. Audit des comptes du projet pour l'exercice 2006
- 5.5.4. Inventaire des immobilisations
- 5.5.5. Collectes et traitement de données Zoo-techniques et socioéconomiques

Annexe 1. Résumé tableau de bord annuel 2006.

DESIGNATION	Unité	Objectifs 2006	Réalisations 2006	Taux de réalisation (%)	Observations
I. PRODUCTIONS ANIMALES					
Inséminateurs privés	Nombre	0	0		Implication des inséminateurs auparavant formés et maintenant organisés en 2 réseaux dans la campagne d'IA
Centre National d'Amélioration Génétique	Nombre	1	1	100	Mise en place équipements et personnel
Vaches inséminées	Nombre	1 900	2 041	107	A la faveur du programme de la campagne agricole coordonnée par le PAPEL qui concentre son effort sur la sensibilisation et la formation
Exploitations démonstratives de productions animales	Nombre	70	45	64	le reste est en cours d'achèvement
Volailles locales vaccinées contre la New Castle	Millier	1 000	319	0,32	Poursuite par le Programme agricole
II. INFRASTRUCTURES/EQUIPEMENTS					
Hydraulique					
Forages réhabilités et équipés	Unité	4	4	100	Pour près de 80 000 personnes vivant dans 540 villages
Forages réalisés et équipés	Unité	7	7	100	
Canalisation pour adduction en eau	Mètre	28 600	28 600	100	
ASUFOR mises en place	Nombre	20	15	75	
Gestion des ressources naturelles					
Parefeux	Km	500	630,4	126	Stratégie de parefeux communautaires
Plants reboisés	Nombre	40 000	73 600	184	
Unités Pastorales redynamisées	Nombre	0	0		Animation et sensibilisation pour mobilisation et gestion durable des ressources
Unités Pastorales créées	Nombre	0	0		
Comités de Lutte contre les Feux de Brousse équipés	Nombre	0	0		Sensibilisation pour lutte active dans le cadre de la stratégie concertée
Système de surveillance et d'alerte précoce	Nombre	1	1	100	Système complété par les phonies et le bulletin PIPE!!
Infrastructures d'élevage					
Aires d'abattages réhabilitées	Nombre	0	0		Contacts avec les collectivités locales pour gestion plus transparente et durable
Foirails réhabilités	Nombre	2	2	100	
Magasins d'aliment bétail	Nombre	4	0	0	Travaux en cours et exécutés à 70%
Parcs de vaccination	Nombre	6	0	0	
Centres de collecte réhabilités	Nombre	0	0		Difficultés de fonctionnement de l'UPPRAL
Laiteries démonstratives	Nombre	3	0	0	Recherche d'informations fiables
Bâtiments des services de l'élevage réhabilités ou construits	Nombre	15	10	67	le reste des travaux est en cours.

Annexe 1. Résumé tableau de bord annuel 2006 (Suite).

DESIGNATION	Unité	Objectifs 2006	Réalisations 2006	Taux de réalisation (%)	Observations
Communication/Information					
Phonies	Nombre	15	15	100	
Radios communautaires	Nombre	4	5	125	en partenariat avec le projet UNESCO des Centres Multimedia Communautaires
Unité de Communication	Nombre	1	0	0	Audio et télévisuelle autonome
III. RENFORCEMENT DE CAPACITES					
Producteurs ayant suivi des formations thématiques	Nombre	410	555	135	Accent mis sur le réseautage et l'accompagnement de l'expérience des Directeurs Techniques
Auxiliaires d'élevage formés	Nombre	600	550	92	
Relais Environnement formés	Nombre	0	0		
Conducteurs recyclés ou formés	Nombre	46	22	48	
Plombiers locaux formés	Nombre	20	13	65	
Directeurs Techniques d'OPE	Nombre	0	0		
Organisations de Professionnels renforcées	Nombre	179	179	100	
Centres de Prestation de Services	Nombre	2	0	0	
Producteurs alphabétisés	Nombre	900	1 194	133	
Sensibilisation à la scolarisation des enfants d'éleveurs	Campagne	1	1	100	
Foires Elevage ou moutons de tabaski	Nombre	1	4	400	
IV. CREDIT					
Institutions de Micro-Finance appuyées et équipées	Nombre	0	0		Programme achevé avec la fin du contrat des opérateurs spécialisés
Staffs techniques formés	Nombre	0	0		
Membres d'organes formés	Nombre	0	0		
Fonds de crédit mis en place	Millions de FCFA	380	380	100	Mise en place en 2ème tranche
Fonds de Garantie mis en place		0	0		
Volume crédit octroyé		500	710	142	A travers la CNCAS et les mutuelles agréées par le PMIA

Annexe 1. Résumé tableau de bord annuel 2006 (Suite).

DESIGNATION	Unité	Objectifs 2006	Réalisations 2006	Taux de réalisation (%)	Observations
V. SANTE					
Agents formés en gestion de la qualité de l'eau	Nombre	46	32	70	
VI. GESTION					
Partenariats	Nombre	0	0		
Véhicules	Nombre	0	0		
Motocyclettes	Nombre	0	0		
Exécution budgétaire					
BCI	Milliers FCFA	450 000	443 185	98	
FAD		2 523 500	2 163 598	86	
Total		2 973 500	2 606 783	88	

Annexe 2. Récapitulatif de l'exécution des marchés de 2006.

N°	Référence	Objet	Catégorie	Entreprise	Montant	Financement		Niveau d'exécution
						FAD	ETAT	
42	Marché n°008/FM du 28/02/2006	Emetteurs et Récepteurs Radios	Equipement	SINPAC	54 383 156	39 731 945	14 651 211	Achevé
43	Contrat N° de 2005	Evaluation à mi-parcours	Service	CIENI-SA	34 225 000	34 225 000		Achevé
44	Contrat SN° de 2005	Noyau reproducteur du CAG	Equipement	SERSIA - France/GENITEC	11 741 462	11 741 462		Achevé
45	Contrat SN° de 2006	Audit 2005/2007	Service	MAMINA CAMARA	10 597 500	10 597 500		En cours
46	Marché n°131/FM du 27/04/2006	Travaux de construction et de réhabilitation des bâtiments et infrastructures d'élevage (LOTS n°1 et 2)	Travaux	GERECA	115 728 411	98 074 950	17 653 461	En cours
47	Marché n°011/FM du 25/04/2006	Equipements d'exhaure (FAD)	Equipement	AFCO	71 757 000	54 450 000	17 307 000	Achevé
48	Marché sn° du 30/05/2006	Fourniture de véhicule 4 X 4 CNCAS	Equipement	MATFORCE	13 213 440	10 450 000	2 763 440	Achevé
49	Marché n°06/FM du 26/07/2006	Fourniture de matériels audiovisuels	Equipement	SINPAC	21 703 622	16 687 400	5 016 222	Achevé
50	Marché n°093/FM du 18/10/2006	Travaux de réalisation d'ouvrages de Génie-Civil et réseaux	Travaux	C.S.T.I	163 733 850		163 733 850	Achevé
51	Marché n°011 du 07/11/2006	Fourniture de matériel Informatique et Bureautique	Equipement	SIMPAC	34 252 874	26 412 500	7 840 374	Achevé
52	Marché n° du /2006	Fourniture de matériel Informatique et Bureautique	Equipement	OBBO	20 454 946	14 800 000	5 654 946	Achevé
		TOTAL			551 791 261	317 170 757	234 620 504	

Annexe 3 : Détail de l'exécution budgétaire :
Ressources FAD.

Code Analytique	RUBRIQUES BUDGETAIRES	PREVISIONS	REALISATIONS	ECARTS	%
	COMPOSANTE A : DEVELOPPEMENT DES SYSTEMES DE PRODUCTION				
	A1- AMELIORATION GENETIQUE				
01AA101	-Réhabilitation C.A.G	31 200	31 161	39	99,87%
01AA102	-Centres de collecte lait	30 000		30 000	0,00%
	A2- AMELIORATION CONDITIONS D'ELEVAGE				
01AA201	-Parcs de vaccination	18 885		18 885	0,00%
	A3- VULGARISATION ET ENCADREMENT				
01AA301	-Postes vétérinaires et autres bâtiments des services de l'éleva.	17 415	1 132	16 282	6,50%
	COMPOSANTE B : AMENAGEMENT & GESTION RESSOURCES NATURELLES				
	B1- HYDRAULIQUE PASTORALE				
01AB125	-Réhabilitation du réseau d'adduction d'eau de Doli		39 667	-39 667	
01AB126	-Mise en œuvre programme eau	608 440	428 702	179 737	70,46%
	B2- AMENAGEMENT RESS. NATURELLES				
01AB223	-Pencuum UP	11 955		11 955	0,00%
	COMPOSANTE C : RESTRUCTURATION & RENFORCEMENT DES OPE				
	C2- RENFORCEMENT DES GROUPEMENTS				
01AC201	-Magasins de stockage	27 426		27 426	0,00%
01AC202	-Aires d'abattage				
01AC210	-Réaménagement Foirails	6 105	1 187	4 918	19,44%
01AC213	-Infrastructures d'élevage (étables, poulaillers, bergeries)	30 575	29 422	1 152	96,23%
01A	COUTS DE BASE TRAVAUX	782 000	531 271	250 728	67,94%
	COMPOSANTE A : DEVELOPPEMENT DES SYSTEMES DE PRODUCTION				
	A1- AMELIORATION GENETIQUE				
01BA103	- Equipements C.A.G.	77 000	76 857	143	99,81%
01BA105	-Achat taurins exotiques	5 000	4 694	306	93,87%
	A3- VULGARISATION ET ENCADREMENT				
01BA319	-Petits matériels d'élevage	7 500	7 238	262	96,51%
	-Vaccin ITA NEW				
	COMPOSANTE B : AMENAGEMENT & GESTION RESSOURCES NATURELLES.				
	B1- HYDRAULIQUE PASTORALE				
01BB130	-Equipement d'exhaure hydraulique	61 000	43 560	17 440	71,41%
	B2- AMENAGEMENT RESSOURCES NATURELLES				
01BB221	-Matériel de suivi des pâturages	12 000	7 400	4 600	61,67%
	COMPOSANTE C : RESTRUCTURATION & RENFORCEMENT DES OPE				
	C2- RENFORCEMENT GROUPEMENTS				
01BC214	-Equipement OPEs	13 000	4 857	8 143	37,36%
	COMPOSANTE D : DEVELOPPEMENT DU CREDIT				
	D2- APPUI AU SYSTEME DE CREDIT				
01BD201	-Appui logistique de 10 mutuelles	6 500	7 291	-791	112,16%
01BD202	-Appui à la CNCAS	15 000	10 450	4 550	69,67%
	COMPOSANTE E : GESTION DU PROJET				
	E1- CELLULE DE GESTION				
01BE107	-Radio	40 000	39 732	268	99,33%
01BE108	-Mobilier de bureau/Logement	15 000	15 998	-998	106,65%
01BE109	-Petit matériel de bureau				
01BE110	-Internet installation LS et switch	3 000		3 000	0,00%
01BE137	-Matériel audiovisuel	20 000	16 687	3 313	83,44%
01BE145	-Extincteur	500			
01B	COUTS DE BASE EQUIPEMENT	275 500	234 762	40 238	85,21%

Code Analytique	RUBRIQUES BUDGETAIRES	PREVISIONS	REALISATIONS	ECARTS	%
	COMPOSANTE A : DEVELOPPEMENT DES SYSTEMES DE PRODUCTION				
	A1- AMELIORATION GENETIQUE				
01CA122	-DIREL (EISMV)	12 300		12 300	0,00%
	A4- RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT				
01CA404	-FNRAA	15 000	7 492	7 508	49,95%
01CA405	-R/D sur les facteurs de déstockage des animaux (1)	15 000	4 870	10 130	32,46%
	COMPOSANTE B : AMENAGEMENTS & GESTION RESSOURCES NATURELLES				
	B1- HYDRAULIQUE PASTORALE				
01CB122	-Protocole DHy	7 500	7 500	0	100,00%
01CB124	-Etude de faisabilité programme eau	101 200	94 381	6 819	93,26%
01CB128	-Protocole DEM	9 300	9 300	0	100,00%
01CB129	-Protocole D.G.R.B.R.L.A.	7 875	6 296	1 579	79,95%
	B2- AMENAGEMENT RESSOURCES NATURELLES				
01CB207	-Enquêtes//Ministère/Santé	2 000	1 947	53	97,36%
	B3- CONST. & SUIVI IMPACTS ENVIRONNEMENT				
01CB301	-Experts/C.S.E	6 800	6 800	0	100,00%
01CB302	-Experts/DEFCCS	3 000	2 961	40	98,68%
01CB303	-Experts bureau pédologie (Direction Agriculture)	4 300	3 042	1 258	70,73%
	COMPOSANTE C : RESTRUCTURATION & RENFORCEMENT OPE				
	C1- RESTRUCT. GROUPEMENTS				
01CC101	-Opérateur partenaire ACA	162 600	130 079	32 521	80,00%
01CC102	-Opérateur partenaire MS&A	191 400	152 814	38 586	79,84%
01CC103	-Evaluation mi-parcours	34 000	34 225	-225	100,66%
01CC114	-Centres de prestations de services	30 000	37 133	-7 133	123,78%
	COMPOSANTE D : DEVELOPPEMENT DU CREDIT				
	D2- APPUI AU SYSTEME DE CREDIT				
01CD203	-Opérateur partenaire ACA	15 000	14 927	73	99,52%
01CD204	-Opérateur partenaire AQUADEV	20 000	19 682	318	98,41%
	COMPOSANTE E : GESTION DU PROJET				
	E1- CELLULE DE GESTION				
01CE111	-Audit des comptes	3 925	3 925		100,00%
01CE147	-Mise en place d'un système de suivi évaluation	20 800	20 795	5	99,98%
01CE175	-Système d'information comptable et financier				
01CE176	-Protocole avec radio	6 000		6 000	0,00%
01C	COUTS DE BASE SERVICES	668 000	558 167	109 833	83,56%
	COMPOSANTE D : DEVELOPPEMENT DU CREDIT				
	D1- CREDIT AUX PRODUCTEURS				
01DD101	-Fonds de crédit à court terme	21 000	21 000	0	100,00%
01DD102	-Fonds de crédit à moyen et long terme	359 000	359 000	0	100,00%
01D	COUTS DE BASE CREDIT	380 000	380 000	0	100,00%
	COMPOSANTE A : DEVELOPPEMENT DES SYSTEMES DE PRODUCTION				
	A1- AMELIORATION GENETIQUE				
01EA118	-Personnel CAG	8 500	2 662	5 838	31,32%
	A2- AMELIORATION CONDITIONS D'ELEVAGE				
01EA204	-Auxiliaires d'élevage et autres agents	3 500	1 500	2 000	42,86%
	A3- VULGARISATION ET ENCADREMENT				
01EA303	-Recyclage/Foire/salons/Voyage d'étude	10 500	10 708	-208	101,98%
01EA320	-Formation et sensibilisation I.A/newcastle/PPR	8 000	2 362	5 638	29,53%
	COMPOSANTE B : AMENAGEMENT & GESTION RESSOURCES NATURELLES				
	B2- AMENAGEMENT RESSOURCES NATURELLES				
01EB208	-Auxiliaires d'environnement/Autres formations	6 000	4 552	1 448	75,87%

Code Analytique	RUBRIQUES BUDGETAIRES	PREVISIONS	REALISATIONS	ECARTS	%
	COMPOSANTE C : RESTRUCTURATION & RENFORCEMENT OPE				
	C1- RESTRUCTURATION GROUPEMENTS				
01EC105	-Ateliers	4 000	3 880	120	97,01%
	C2- RESTRUCTURATION GROUPEMENTS				
01EC207	-Formation des groupements	12 000	11 552	448	96,27%
01EC216	-Appui aux organisations	6 000	6 055	-55	100,91%
	COMPOSANTE E : GESTION DU PROJET				
	E2- CELLULE DE GESTION				
01EE113	-Renforcement des capacités du staff	4 500	800	3 700	17,78%
01EE177	-Atelier de planification opérationnelle	8 000	5 258	2 742	65,73%
01^E	COUTS DE BASE FORMATION	71 000	49 330	21 670	69,48%
	COMPOSANTE A : DEVELOPPEMENT DES SYSTEMES DE PRODUCTION				
	A1- AMELIORATION GENETIQUE				
01FA123	-Appui CAG		7 430	-7 430	
	A3- VULGARISATION ET ENCADREMENT				
01FA304	-Primes de déplacement/Fonctionnement	8 000	6 296	1 704	78,69%
	COMPOSANTE B : AMENAGEMENT & GESTION RESSOURCES NATURELLES				
	B2- AMENAGEMENT RESSOURCES NATURELLES				
01FB209	-Pare-feux communautaires	5 000	3 749	1 251	74,99%
01FB210	-Reboisement RNA	3 000	1 413	1 587	47,10%
	COMPOSANTE E : GESTION DU PROJET				
01FE114	-Frais de gestion véhicules	90 000	101 211	-11 211	112,46%
01FE115	-Frais de gestion	62 000	74 306	-12 306	119,85%
	E2- APPUI AUX AGENCES SPECIALISEES				
	-Appui aux agences spécialisées				
01F	COUTS DE BASE FONCTIONNEMENT	168 000	194 404	-26 404	115,72%
	COMPOSANTE A : DEVELOPPEMENT DES SYSTEMES DE PRODUCTION				
	A3- VULGARISATION ET ENCADREMENT				
01GA309	-Primes/coordonnateurs	2 200			
01GA310	-Primes/techniciens supérieurs	1 815			
01GA311	-Primes/superviseurs	3 600			
01GA312	-Primes de rendement/AAC	9 600			
	-Primes globale	17 215	50 153	-32 938	291,33%
	COMPOSANTE E : GESTION DU PROJET				
	E1- CELLULE DE GESTION				
01GE116	-Coordonnateur	24 000			
01GE117	-Chefs d'Antenne	26 500			
01GE1...	-Responsable Composante	72 000			
01GE123	-Expert financier	12 000			
01GE124	-Contrôleur de gestion	12 000			
01GE128	-Chauffeur	2 495			
01GE130	-Assistante de Direction	4 200			
01GE131	-Responsable Ressources humaines	4 200			
01GE132	-Caissier	4 390			
01GE169	-Salaires personnel FAD	161 785	165 511	-3 726	102,30%
01G	COUTS DE BASE PERSONNEL	179 000	215 663	-36 663	120,48%
TOTAL		2 523 500	2 163 598	359 402	85,74%

Annexe 3. Détail de l'exécution budgétaire (Suite):
Ressources BCI, 2006

Code Analytique	RUBRIQUES BUDGETAIRES	PREVISIONS	REALISATIONS	ECARTS	%
	COMPOSANTE A : DEVELOPPEMENT DES SYSTEMES DE PRODUCTION				
	A3- VULGARISATION ET ENCADREMENT				
02AA306	-Postes vétérinaires et autres bâtiments des services élevage	40 000	37 347	2 653	93,37%
	COMPOSANTE B : AMENAGEMENT & GESTION RESSOURCES NATURELLES				
	B1- HYDRAULIQUE PASTORALE				
02AB126	-Installation système d'adduction en eau potable	200 000	199 291	709	99,65%
02A	COUTS DE BASE TRAVAUX	240 000	236 638	3 362	98,60%
	COMPOSANTE E : GESTION DU PROJET				
	E1- CELLULE DE GESTION				
02BE142	-Matériel et Mobilier de logement	15 000	14 977	23	99,85%
02B	COUTS DE BASE EQUIPEMENT	15 000	14 977	23	99,85%
	COMPOSANTE B : AMENAGEMENT & GESTION RESSOURCES NATURELLES				
	B2- AMENAGEMENT RESSOURCES NATURELLES				
02EA204	-formation dispositif de terrain				
	COMPOSANTE C : RESTRUCTURATION & RENFORCEMENT DES OPE				
	C1- RESTRUCTURATION GROUPEMENTS				
02EC105	-Ateliers producteurs	10 000	7 182	2 818	71,82%
	C2- RENFORCEMENT DES GROUPEMENTS				
02EC205	-Alphabétisation fonctionnelle				
	COMPOSANTE E : GESTION DU PROJET				
	E1- CELLULE DE GESTION				
02EE113	-Renforcement des capacités du staff	5 000	5 000	0	100,00%
02^F	COUTS DE BASE FORMATION	15 000	12 182	2 818	81,21%
02FE114	-Frais de gestion véhicules et motocyclettes	10 000	9 738	262	97,38%
02FE149	-Gasoil staff projet	10 000	10 000	0	100,00%
02FE157	-Téléphone, Fax, redevances radio	11 000	10 997	3	99,98%
02FE158	-Electricité	1 000	706	294	70,59%
02FE159	-Eau				
02FE162	-Primes de déplacement au Sénégal				
02FE165	-Entretien et maintenance mobilier & matériel de bureau	5 000	4 962	38	99,23%
02FE	COUTS DE BASE FONCTIONNEMENT	37 000	36 402	598	98,38%
	COMPOSANTE E : GESTION DU PROJET				
	E1- CELLULE DE GESTION				
02GE167	-Charges sociales	104 690	104 689	1	100,00%
02GE170	-Salaires personnel BNE	38 310	38 297	13	99,97%
02GE	COUTS DE BASE PERSONNEL	143 000	142 986	14	99,99%
TOTAL		450 000	443 185	6 815	98,49%